UNITED NATIONS DEVELOPMENT PROGRAMME
Office of Audit and Investigations



AUDIT

OF

UNDP DEMOCRATIC REPUBLIC OF THE CONGO

GOUVERNANCE JUDICIAIRE ET SECURITAIRE

(Directly Implemented Project Nos. 70625, 73341, 61698)

Report No. 1000
Issue Date: 25 June 2013

Report on the audit of UNDP Democratic Republic of the Congo
Gouvernance Judiciaire et Securitaire
(Project Nos. 70625, 73341, 61698)
Executive Summary

From 21 January to 5 March 2013, the Office of Audit and Investigations (OAI) of the United Nations Development Programme (UNDP), through KPMG (the audit firm), conducted an audit of Gouvernance Judiciaire et Securitaire, Project Nos. 70625, 73341 and 61698 (the Projects) which are directly implemented and managed by the UNDP Country Office in the Democratic Republic of the Congo (the Office) and are comprised of the following three outputs:

(a) Accès à la Justice Nord et Sud Kivu (No. 70625)
(b) Renforcement des Capacités de la Police Nationale Congolaise/JICA (No. 73341)
(c) Projet Post Brassage/Pays Bas (No. 61698)

The audit was conducted under the general supervision of OAI in conformance with the *International Standards for the Professional Practice of Internal Auditing*. The last audit of the Office was conducted by OAI in 2012.

The Project reported expenditure totalling $4 million during the period from 1 January to 31 December 2011. The following donors contributed to the Project: Sweden, Japan International Cooperation Agency, Germany and the Netherlands.

Audit scope and objectives

The audit firm conducted a financial audit to express an opinion on whether the financial statements present fairly, in all material aspects, the Project's operations. The audit covered the Project's Statement of Expenditure (Combined Delivery Report) for the period from 1 January to 31 December 2011 and Statement of Assets as of 31 December 2011.

Audit results

Based on the audit report and corresponding management letter submitted by the audit firm, the results are summarized in the table below:

Project Expenditure		Project Assets		Cash	
Amount (in $ '000)	**Opinion**	**Amount (in $'000)**	**Opinion**	**Amount (in $'000)**	**Opinion**
4,016	Unqualified	182	Unqualified	-	N/A*

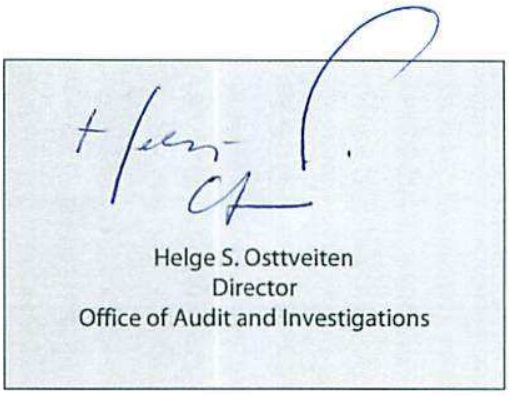
**No separate bank account was held by the project*

Key issues and recommendations

The audit raised three issues and resulted in three recommendations all ranked medium (important) priority, meaning "Action is required to ensure that UNDP is not exposed to significant risks. Failure to take action could result in negative consequences for UNDP." The recommendations includes actions to address: non-execution of activities initially planned, weaknesses in the control of technical activities realized by third parties, and weaknesses in assets management.

Management's comments

The Resident Representative acknowledged all recommendations.



Helge S. Osttveiten
Director
Office of Audit and Investigations

Auditeurs Associés en Afrique- KPMG RDC

Bld du 30 juin
Imm BCDC 7ème niveau
Kinshasa/Gombe
B.P. 7228 Kinshasa I
République Démocratique du Congo

Téléphone : (243) 99 00 100 20
: (243) 99 00 100 21
e-mail : tfashingabo@kpmg.cd

PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT (PNUD)

Award n° Id 00049570

Projets n° 00070625 : « Accès à la justice Nord et Sud Kivu », 00073341 : «Renforcement des capacités de la Police Nationale Congolaise/JICA » et 00061698 : « Projet Post Brassage/Pays Bas

1er janvier – 31 décembre 2011

Rapport d'audit

Ce rapport contient 70 pages

Immeuble Losonia
Boulevard du 30 juin
Kinshasa/Gombe
RDC

Auditeurs Associés en Afrique-KPMG RDC, société Congolaise membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Coopérative, une entité de droit suisse

SPRL d'audit et de Conseil

Capital social 40 058 457 F CDF
N.R.C. N° 60724
Kinshasa
Id. Nat. : N45135G
Compte Fiscal N° A0700852K

Auditeurs Associés en Afrique- KPMG RDC

Bld du 30 juin
Imm BCDC 7ème niveau
Kinshasa/Gombe
B.P. 7228 Kinshasa I
République Démocratique du Congo

Téléphone : (243) 99 00 100 20
: (243) 99 00 100 21
e-mail : tfashingabo@kpmg.cd

A Monsieur Moncef GHRIB
Chief, Regional Audit Centre for North, West, and Central Africa
Office of audit and Investigations

A Monsieur ADAMA COULIBALY
Directeur Pays du PNUD
Immeuble Losonia
Boulevard du 30 juin
Kinshasa/Gombe
RDC

Concerne : Rapport d'audit des Projets PNUD - DIM – Award n° 00049570 Exercice 2011

Messieurs,

Nous avons l'honneur de vous transmettre notre rapport d'audit des Projets n° 00070625 : « Accès à la justice Nord et Sud Kivu », 00073341 : «Renforcement des capacités de la Police Nationale Congolaise/JICA » et 00061698 : « Projet Post Brassage/Pays Bas » exécutés par le PNUD-DIM, pour la période allant du 1er janvier au 31 décembre 2011.

Ce rapport contient les volets suivants :

- Notre opinion sur les états financiers (CDR) des Projets au 31 décembre 2011, sur l'état des inventaires physiques (statement of fixed assets) et sur l'état de trésorerie du projet ;
- Nos recommandations sur la gestion des projets et les systèmes de contrôle interne.

Nous pensons que le contenu de ce rapport qui a été discuté avec les responsables du PNUD intègre tous les points portés dans les Termes de référence ainsi que dans le contrat signé avec le PNUD en date du 11 janvier 2013.

Nous restons à votre entière disposition pour tout complément d'information que vous souhaiteriez obtenir dans le cadre de cette mission.

Nous vous prions d'agréer, Messieurs, l'expression de notre haute considération.

Kinshasa, le 10 mai 2013

Paul M'BODI
Associé

KPMG Congo-R.D.C
Immeuble BCDC 7ème Niveau
Boulevard du 30 juin
B.P. : 7226 Tél. : (+243) 990010020
Kinshasa / Gombe (+243) 990010021
E-mail : tfashingabo@kpmg.cd

Sommaire

		Page
1.	Opinion de l'auditeur	5
2.	Présentation du Projet et Gestion financière du projet	13
3.	Combined Delivery Report - CDR	18
4.	Etat de Prévisions et de Réalisations	31
5.	Notes annexes à l'état des Ressources et des Emplois	35
6.	Etat des actifs et équipements	48
7.	Observations sur la gestion du projet	52
8.	Annexes	64

SIGLES ET ACRONYMES

CLD	Comité Local de Développement
FARDC	Forces Armées de la République Démocratique du Congo
HACT	Harmonised Approach to Cash Transfer
IPJ	Inspecteur de Police Judiciaire
IPSAS	International Public Sector Accounting Standards
JICA	Japan International Cooperation Agency
MONUSCO	Mission des Nations Unies pour la Stabilisation du Congo
OIM	Organisation Internationale de Migration
ONG	Organisations Non Gouvernementales
OPJ	Officier de police Judiciaire
PNC	Police Nationale Congolaise
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PPBR/PB	Projet Post Brassage
PV	Procès Verbal
RDC	République Démocratique du Congo
UNOPS	United Nations Office for Project Services
UNSAS	United Nations System Accouting Standards
UNWOMEN	United Nations for Women
VS	Violence Sexuelle

1.
Opinion de l'auditeur externe

Auditeurs Associés en Afrique- KPMG RDC

Bld du 30 juin
Imm BCDC 7ème niveau
Kinshasa/Gombe
B.P. 7228 Kinshasa I
République Démocratique du Congo

Téléphone : (243) 99 00 100 20
: (243) 99 00 100 21
e-mail : tfashingabo@kpmg.cd

A Monsieur Moncef GHRIB
Chief, Regional Audit Centre for North,
West, and Central Africa
Office of audit and Investigations

A Monsieur ADAMA COULIBALY
Directeur Pays du PNUD
Immeuble Losonia
Boulevard du 30 juin
Kinshasa/Gombe
RDC

1. ***Projet 00070625 : Accès à la Justice Nord-Sud Kivu***

a) Certification de l'état de dépenses

Nous avons procédé à l'audit de l'état de dépenses ci-joint concernant l'Award Id 00049570 composé du projet PNUD numéro 00070625 « *Accès à la justice Nord-Sud Kivu* » pour la période allant du 1er janvier au 31 décembre 2011.

L'administration du projet a la responsabilité de préparer l'état de dépenses afférent au projet et d'exercer un contrôle interne comme il le juge nécessaire pour permettre l'établissement d'un état de dépenses qui soit exempt d'inexactitudes matérielles, qu'elles soient dues à la fraude ou à l'erreur.

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur l'état de dépenses basée sur notre audit. Nous avons conduit notre audit conformément aux Normes Internationales d'Audit (ISA). Ces normes nous imposent de satisfaire aux exigences d'ordre éthique et de planifier et conduire l'audit de manière à obtenir une assurance raisonnable que l'état est exempt d'inexactitudes matérielles.

Un audit comporte l'exécution de procédures visant à obtenir des preuves attestant la véracité des montants et divulgations qui figurent dans l'état. Les procédures choisies dépendent du jugement de l'auditeur, y compris son évaluation des risques d'inexactitudes matérielles dans l'état, qu'elles soient dues à la fraude ou à l'erreur. En évaluant ces risques, l'auditeur prend en considération la nature du contrôle interne appliqué à la préparation des états du projet afin de concevoir des procédures d'audit qui soient appropriées aux circonstances, mais non dans l'intention d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du projet. L'audit comporte aussi une évaluation de l'adéquation des règles comptables utilisées et du caractère plus ou moins raisonnable des évaluations comptables faites par l'administrateur, en même temps qu'une appréciation du mode de présentation de l'état de dépenses. Nous croyons que les données que nous avons obtenues pour préparer l'audit suffisent à fournir une base à notre opinion.

Notre audit porte sur les états de dépenses et de recettes de 2011 uniquement. Les états antérieurs à notre audit n'ont pas encore fait l'objet de certification par un cabinet indépendant.

Dans notre opinion, l'état de dépenses ci-joint concernant l'Award Id 00049570 du projet 00070625 présente correctement, à tous égards, les dépenses totales de **USD 2 491 800** engagées dans le cadre du projet « *Accès à la justice Nord-Sud Kivu* » pour la période allant du 1er janvier au 31 décembre 2011 conformément aux règles comptables du PNUD.

b) Certification de l'état des actifs et de l'équipement

Nous avons procédé à l'audit de l'état des actifs ci-joint concernant l'Award Id 00049570 composé du projet PNUD numéro 00070625 « *Accès à la justice Nord-Sud Kivu* » pour la période allant du 1er janvier au 31 décembre 2011.

L'administration du projet a la responsabilité de préparer l'état des actifs afférent au projet et d'exercer un contrôle interne comme il le juge nécessaire pour permettre l'établissement d'un état des actifs qui soit exempt d'inexactitudes matérielles, qu'elles soient dues à la fraude ou à l'erreur.

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur l'état des actifs basée sur notre audit. Nous avons conduit notre audit conformément aux Normes Internationales d'Audit (ISA). Ces normes nous imposent de satisfaire aux exigences d'ordre éthique et de planifier et conduire l'audit de manière à obtenir une assurance raisonnable que l'état des actifs est exempt d'inexactitudes matérielles.

Un audit comporte l'exécution de procédures visant à obtenir des preuves attestant la véracité des montants et divulgations qui figurent dans l'état. Les procédures choisies dépendent du jugement de l'auditeur, y compris son évaluation des risques d'inexactitudes matérielles dans l'état, qu'elles soient dues à la fraude ou à l'erreur. En évaluant ces risques, l'auditeur prend en considération la nature du contrôle interne appliqué à la préparation des états du projet afin de concevoir des procédures d'audit qui soient appropriées aux circonstances, mais non dans l'intention d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du projet. L'audit comporte aussi une évaluation de l'adéquation des règles comptables utilisées et du caractère plus ou moins raisonnable des évaluations comptables faites par l'administrateur, en même temps qu'une appréciation du mode de présentation de l'état des actifs.

Nous croyons que les données que nous avons obtenues pour préparer l'audit suffisent à fournir une base à notre opinion.

Dans notre opinion, l'état des actifs ci-joint concernant l'Award Id 00049570 du projet 00070625 présente correctement, à tous égards, le solde d'inventaire du programme d'appui au secteur de la micro finance s'élevant à **USD 174 300** au 31 décembre 2011 conformément aux règles comptables du PNUD.

c) Certification de l'état de trésorerie

Conformément au Terme de Référence de cette mission, nous n'avons pas effectué des travaux sur la situation de trésorerie étant donné qu'il n'existe pas un compte bancaire du PNUD séparé pour le projet sous revue.

Au regard de cette situation, l'opinion sur l'état de trésorerie du projet sous revue au 31 décembre 2011 est non applicable.

2. *Projet 00073341 : Renforcement des capacités de la Police Nationale Congolaise/JICA*

a) Certification de l'état de dépenses

Nous avons procédé à l'audit de l'état de dépenses ci-joint concernant l'Award Id 00049570 composé du projet PNUD numéro 00073341 « *Renforcement des capacités de la police nationale congolaise* » pour la période allant du 1er janvier au 31 décembre 2011.

L'administration du projet a la responsabilité de préparer l'état de dépenses afférent au projet et d'exercer un contrôle interne comme il le juge nécessaire pour permettre l'établissement d'un état qui soit exempt d'inexactitudes matérielles, qu'elles soient dues à la fraude ou à l'erreur.

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur l'état de dépenses basée sur notre audit. Nous avons conduit notre audit conformément aux Normes Internationales d'Audit (ISA). Ces normes nous imposent de satisfaire aux exigences d'ordre éthique et de planifier et conduire l'audit de manière à obtenir une assurance raisonnable que l'état est exempt d'inexactitudes matérielles.

Un audit comporte l'exécution de procédures visant à obtenir des preuves attestant la véracité des montants et divulgations qui figurent dans l'état. Les procédures choisies dépendent du jugement de l'auditeur, y compris son évaluation des risques d'inexactitudes matérielles dans l'état, qu'elles soient dues à la fraude ou à l'erreur. En évaluant ces risques, l'auditeur prend en considération la nature du contrôle interne appliqué à la préparation des états du projet afin de concevoir des procédures d'audit qui soient appropriées aux circonstances, mais non dans l'intention d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du projet. L'audit comporte aussi une évaluation de l'adéquation des règles comptables utilisées et du caractère plus ou moins raisonnable des évaluations comptables faites par l'administrateur, en même temps qu'une appréciation du mode de présentation de l'état de dépenses. Nous croyons que les données que nous avons obtenues pour préparer l'audit suffisent à fournir une base à notre opinion.

Notre audit porte sur les états de dépenses et de recettes de 2011 uniquement. Les états antérieurs à notre audit n'ont pas encore fait l'objet de certification par un cabinet indépendant.

Dans notre opinion, l'état de dépenses ci-joint concernant l'Award Id 00049570 du projet 00073341 présente correctement, à tous égards, les dépenses totales de **USD 1 431 567** engagées dans le cadre du projet de renforcement des capacités de la police nationale pour la période allant du 1er janvier au 31 décembre 2011 conformément aux règles comptables du PNUD.

Auditeurs Associés en Afrique-KPMG RDC, société Congolaise membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Coopérative, une entité de droit suisse

SPRL d'audit et de Conseil

Capital social 40 058 457 F CDF
N.R.C. N° 60724
Kinshasa
Id. Nat. : N45135G
Compte Fiscal N° A0700852K

b) Certification de l'état des actifs et de l'équipement

Nous avons procédé à l'audit de l'état des actifs ci-joint concernant l'Award Id 00049570 composé du projet PNUD numéro 00073341 « *Renforcement des capacités de la police nationale congolaise* » pour la période allant du 1er janvier au 31 décembre 2011.

L'administration du projet a la responsabilité de préparer l'état des actifs afférent au projet et d'exercer un contrôle interne comme il le juge nécessaire pour permettre l'établissement d'un état qui soit exempt d'inexactitudes matérielles, qu'elles soient dues à la fraude ou à l'erreur.

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur l'état des actifs basée sur notre audit. Nous avons conduit notre audit conformément aux Normes Internationales d'Audit (ISA). Ces normes nous imposent de satisfaire aux exigences d'ordre éthique et de planifier et conduire l'audit de manière à obtenir une assurance raisonnable que l'état des actifs est exempt d'inexactitudes matérielles.

Un audit comporte l'exécution de procédures visant à obtenir des preuves attestant la véracité des montants et divulgations qui figurent dans l'état. Les procédures choisies dépendent du jugement de l'auditeur, y compris son évaluation des risques d'inexactitudes matérielles dans l'état, qu'elles soient dues à la fraude ou à l'erreur. En évaluant ces risques, l'auditeur prend en considération la nature du contrôle interne appliqué à la préparation des états du projet afin de concevoir des procédures d'audit qui soient appropriées aux circonstances, mais non dans l'intention d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du projet. L'audit comporte aussi une évaluation de l'adéquation des règles comptables utilisées et du caractère plus ou moins raisonnable des évaluations comptables faites par l'administrateur, en même temps qu'une appréciation du mode de présentation de l'état des actifs. Nous croyons que les données que nous avons obtenues pour préparer l'audit suffisent à fournir une base à notre opinion.

Dans le cadre de ce programme, le PNUD n'a ni acquis ni acheté les biens et équipements durant la période sous revue.

Dans notre opinion, l'état des actifs ci-joint concernant l'Award Id 00049570 du projet 00073341 présente correctement, à tous égards, le solde d'inventaire du projet renforcement des capacités de la police nationale congolaise s'élevant à **USD 0** au 31 décembre 2011 conformément aux règles comptables du PNUD.

c) Certification de l'état de trésorerie

Conformément au Terme de Référence de cette mission, nous n'avons pas effectué des travaux sur la situation de trésorerie étant donné qu'il n'existe pas un compte bancaire du PNUD séparé pour le projet sous revue.

Au regard de cette situation, l'opinion sur l'état de trésorerie du projet sous revue au 31 décembre 2011 est non applicable.

Auditeurs Associés en Afrique-KPMG RDC, société Congolaise membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Coopérative, une entité de droit suisse

SPRL d'audit et de Conseil

Capital social 40 058 457 F CDF
N.R.C. N° 60724
Kinshasa
Id. Nat. : N45135G
Compte Fiscal N° A0700852K

3. *Projet 00061698 : Projet Post Brassage/Pays Bas*

a) Certification de l'état de dépenses

Nous avons procédé à l'audit de l'état de dépenses ci-joint concernant l'Award Id 00049570 composé du projet PNUD numéro 00061698 « *Projet Post Brassage* » pour la période allant du 1er janvier au 31 décembre 2011.

L'administration du projet a la responsabilité de préparer l'état de dépenses afférent au projet et d'exercer un contrôle interne comme il le juge nécessaire pour permettre l'établissement d'un état de dépenses qui soit exempt d'inexactitudes matérielles, qu'elles soient dues à la fraude ou à l'erreur.

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur l'état basée sur notre audit. Nous avons conduit notre audit conformément aux Normes Internationales d'Audit (ISA). Ces normes nous imposent de satisfaire aux exigences d'ordre éthique et de planifier et conduire l'audit de manière à obtenir une assurance raisonnable que l'état est exempt d'inexactitudes matérielles.

Un audit comporte l'exécution de procédures visant à obtenir des preuves attestant la véracité des montants et divulgations qui figurent dans l'état. Les procédures choisies dépendent du jugement de l'auditeur, y compris son évaluation des risques d'inexactitudes matérielles dans l'état, qu'elles soient dues à la fraude ou à l'erreur. En évaluant ces risques, l'auditeur prend en considération la nature du contrôle interne appliqué à la préparation des états du projet afin de concevoir des procédures d'audit qui soient appropriées aux circonstances, mais non dans l'intention d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du projet. L'audit comporte aussi une évaluation de l'adéquation des règles comptables utilisées et du caractère plus ou moins raisonnable des évaluations comptables faites par l'administrateur, en même temps qu'une appréciation du mode de présentation de l'état de dépenses. Nous croyons que les données que nous avons obtenues pour préparer l'audit suffisent à fournir une base à notre opinion. Notre audit porte sur les états de dépenses et de recettes de 2011 uniquement. Les états antérieurs à notre audit n'ont pas encore fait l'objet de certification par un cabinet indépendant.

Notre audit porte sur les états de dépenses et de recettes de 2011 uniquement. Les états antérieurs à notre audit n'ont pas encore fait l'objet de certification par un cabinet indépendant.

Dans notre opinion, l'état de dépenses ci-joint concernant l'Award Id 00049570 du projet 00061698 présente correctement, à tous égards, les dépenses totales de **USD 92 642** engagées dans le cadre du « *Projet Post Brassage* » pour la période allant du 1er janvier au 31 décembre 2011 conformément aux règles comptables du PNUD.

b) Certification de l'état des actifs et de l'équipement

Nous avons procédé à l'audit de l'état des actifs ci-joint concernant l'Award Id 00049570 composé du projet PNUD numéro 00061698 « *Projet Post Brassage* » pour la période allant du 1er janvier au 31 décembre 2011.

Auditeurs Associés en Afrique-KPMG RDC, société Congolaise membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Coopérative, une entité de droit suisse

SPRL d'audit et de Conseil

Capital social 40 058 457 F CDF
N.R.C. N° 60724
Kinshasa
Id. Nat. : N45135G
Compte Fiscal N° A0700852K

L'administration du projet a la responsabilité de préparer l'état des actifs afférent au projet et d'exercer un contrôle interne comme il le juge nécessaire pour permettre l'établissement d'un état qui soit exempt d'inexactitudes matérielles, qu'elles soient dues à la fraude ou à l'erreur.

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur l'état basée sur notre audit. Nous avons conduit notre audit conformément aux Normes Internationales d'Audit (ISA). Ces normes nous imposent de satisfaire aux exigences d'ordre éthique et de planifier et conduire l'audit de manière à obtenir une assurance raisonnable que l'état des actifs est exempt d'inexactitudes matérielles.

Un audit comporte l'exécution de procédures visant à obtenir des preuves attestant la véracité des montants et divulgations qui figurent dans l'état. Les procédures choisies dépendent du jugement de l'auditeur, y compris son évaluation des risques d'inexactitudes matérielles dans l'état, qu'elles soient dues à la fraude ou à l'erreur. En évaluant ces risques, l'auditeur prend en considération la nature du contrôle interne appliqué à la préparation des états du projet afin de concevoir des procédures d'audit qui soient appropriées aux circonstances, mais non dans l'intention d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du projet. L'audit comporte aussi une évaluation de l'adéquation des règles comptables utilisées et du caractère plus ou moins raisonnable des évaluations comptables faites par l'administrateur, en même temps qu'une appréciation du mode de présentation de l'état des actifs.

Nous croyons que les données que nous avons obtenues pour préparer l'audit suffisent à fournir une base à notre opinion.

Dans notre opinion, l'état des actifs ci-joint concernant l'Award Id 00049570 du projet 00061698 présente correctement, à tous égards, le solde d'inventaire du projet « Post *Brassage* » s'élevant à **USD 8 260** au 31 décembre 2011 conformément aux règles comptables du PNUD.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous vous informons que l'état des actifs et de l'équipement ci-joint reprend les biens acquis d'un montant total de USD 8 260 depuis le début du projet jusqu'en fin décembre 2011. Cependant, à la date de notre intervention, nous avons constaté que ces équipements sont hors usage.

c) Certification de l'état de trésorerie

Conformément au Terme de Référence de cette mission, nous n'avons pas effectué des travaux sur la situation de trésorerie étant donné qu'il n'existe pas un compte bancaire du PNUD séparé pour le projet sous revue.

Au regard de cette situation, l'opinion sur l'état de trésorerie du projet sous revue au 31 décembre 2011 est non applicable.

Auditeurs Associés en Afrique-KPMG RDC, société Congolaise membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Coopérative, une entité de droit suisse

SPRL d'audit et de Conseil

Capital social 40 058 457 F CDF
N.R.C. N° 60724
Kinshasa
Id. Nat. : N45135G
Compte Fiscal N° A0700852K

Projets : Accès à la Justice N-S Kivu, Renforcement des capacités PNC/JICA et Projet Post Brassage
Période du 1er janvier au 31 décembre 2011

Le présent rapport est destiné exclusivement à l'information et à l'utilisation du PNUD.

Kinshasa, le 10 mai 2013

Paul M'BODI
Associé

KPMG Congo-R.D.C
Immeuble BCDC 7ème Niveau
Boulevard du 30 Juin
B.P. : 7226
Kinshasa / Gombe
Tél. : (+243) 990010020
(+243) 890010021
E-mail : tfashingabo@kpmg.cd

Auditeurs Associés en Afrique-KPMG RDC, société Congolaise membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Coopérative, une entité de droit suisse

SPRL d'audit et de Conseil

Capital social 40 058 457 F CDF
N.R.C. N° 60724
Kinshasa
Id. Nat. : N45135G
Compte Fiscal N° A0700852K

2.
Présentation et Gestion financière du projet

2.1. Présentation des Projets

2.1.1. Contexte

A. Projet 00070625 : Accès à la justice, Nord-Sud Kivu

Après plus d'une décennie de conflit, la République Démocratique du Congo (RDC) a amorcé une lente transition vers une nouvelle phase de stabilité et de développement. Particulièrement touchées par la guerre, les provinces de l'Est de la RDC jouissent actuellement d'une stabilisation due à l'action du gouvernement et du programme de stabilisation et de reconstruction (ci-après STAREC), actuellement mis en œuvre par les autorités congolaises avec le soutien de la communauté internationale. Les violences sexuelles et les violences contre les femmes jouissent d'une grande impunité. Les mécanismes judiciaires traditionnels offrent une réponse limitée et souvent inadéquate et la justice formelle demeure largement inaccessible à la plupart des communautés.

Reconnaissant les importants efforts et projets actuellement en cours de réalisation, le présent projet vise à aider la RDC dans la réponse offerte aux principales thématiques énoncées ci-dessus. Il se fonde et soutient la mise en œuvre des instruments normatifs et politiques pertinents adoptés et approuvés par les autorités nationales. Il s'inscrit par ailleurs dans la lignée des instruments régionaux et internationaux ratifiés par la RDC.

B. Projet 00073341 : Renforcement des capacités de la Police Nationale Congolaise/JICA

La Police Nationale Congolaise (PNC) a pour mission d'assurer la sécurité publique, la sécurité des personnes et de leurs bien sur l'ensemble du territoire nationale. Cette noble mission est consacrée par l'article 182 de la constitution. Cependant; elle demeure faible, peu professionnelle et sous équipée. Faute de capacités disciplinaires et des moyens financiers et matériels adéquats. La PNC est actuellement loin d'assurer la sécurité de la population et souvent considérée comme une menace pour la sécurité. A l'Est du pays où la situation sécuritaire reste préoccupante par la présence des groupes armés, la mise en œuvre de cette mission est plus ardue renforcée par la présence de nombreux policiers non-formés provenant du processus d'intégration des anciens éléments de groupes armés dans la Police.

C. Projet 00061698 : Projet Post Brassage/Pays Bas

La réforme du secteur sécuritaire, et en particulier, la Réforme de l'Armée, est une des conditions préalable au relèvement communautaire et à la stabilisation. La situation financière et économique du pays ainsi que les différents défis sociaux auxquels le Gouvernement doit faire face, rendent ardue toute action significative en faveur des FARDC et recommandent un appui substantiel des partenaires à la Réforme de l'Armée. En outre, les problèmes de discipline visant certains éléments de l'armée ont, en partie, réduit l'efficacité opérationnelle des troupes. La destruction des infrastructures de base liées à la santé et à l'éducation dans les zones de conflit a aussi provoqué une perte de confiance de la population dans l'Armée. Dans cette phase critique de formation d'une Armée nationale et républicaine, le processus de paix et de reconstruction pourrait être sérieusement compromis si les FARDC ne reçoivent pas immédiatement un appui logistique conséquent, des formations appropriées des officiers et hommes de troupes, notamment en discipline et justice militaires, droits de l'homme, etc.

Le projet Post Brassage sous financement hollandais (PPBR/PB) est mis en œuvre conjointement par les FARDC, la MONUSCO, le PNUD et l'OIM.

2.1.2. Les objectifs des Projets

A. Projet 00070625 : Accès à la justice Nord-Sud Kivu

a) Objectif général

Le projet accès à la justice vise à obtenir le respect de l'égalité homme/femme au niveau de l'institution judiciaire et l'accès à la justice et la protection juridique et judiciaire des personnes victimes de violences sexuelles eu Nord et Sud Kivu et en Ituri.

b) Objectifs spécifiques

Les objectifs spécifiques du projet sont principalement les suivants :

- Renforcer l'appui à un meilleur fonctionnement de la chaîne pénale (police, parquet, prisons) afin d'améliorer la lutte contre l'impunité et le nombre de cas de crimes poursuivis ;
- Renforcer l'accompagnement judiciaire des survivantes à travers une assistante juridique de qualité, efficace et durable aux victimes ;
- Renforcer les ONGs locales et mettre en place un cadre de concentration et de coordination afin d'harmoniser les pratiques en matière d'assistance juridique ;
- Promouvoir le rétablissement de la confiance entre communautés, et entre la population et le système judiciaire à travers l'accompagnement du processus de sécurisation des deux provinces ;
- Prendre en compte la réinsertion socio-économique des survivants et la réhabilitation des auteurs de violences sexuelles et des violences liées au genre ;
- Réduire considérablement la violence armée, garantir la protection des citoyens et la restauration de l'Etat à travers ses différents services ;
- Faire connaitre et faire comprendre aux communautés locales les droits de femmes et la violence basée sur le genre ainsi que les mécanismes légaux et judiciaires en place pour leur protection ;
- Former et équiper les institutions chargées d'application des lois afin d'assurer efficacement la protection légale et judiciaire des femmes Congolaises.

B. Projet 00073341 : Renforcement des capacités de la Police Nationale Congolaise/JICA

a) Objectif général

L'objectif général de ce projet est de renforcer les capacités professionnelles et opérationnelles de la Police Nationale Congolaise en vue de la rendre apte à remplir efficacement ses missions suivant les normes internationales et dans le respect des droits humains et libertés fondamentales dans un Etat démocratique

b) Objectifs spécifiques

Les objectifs spécifiques du projet sont principalement les suivants :

- Accroitre le cercle des formateurs dans la PNC pour prendre la relève auprès de la MONUSCO ;
- Consolider les connaissances techniques et professionnelles des Policiers eu égard aux missions qui leur sont assignées ;
- Doter la Police Nationale Congolaise de nouvelles ressources humaines de qualité ;
- Renforcer les capacités de stockage et d'accueil en vue de la formation au Centre ;
- Contribuer à la mise en œuvre de la police de proximité/contribuer à l'amélioration de la situation sécuritaire dans les provinces de l'Est en rapprochant la Police de la Population.

C. Projet 00061698 : Projet Post Brassage/Pays Bas

a) Objectif général

L'objectif général de ce projet est l'amélioration de la sécurité humaine dans les zones désignées par le Gouvernement de la RDC à travers un renforcement des capacités opérationnelles des FARDC.

b) Objectifs spécifiques

Les objectifs spécifiques du projet sont principalement les suivants :

- Renforcer l'accès aux services sociaux de base dans les localités environnantes des sites militaires ;
- Renforcer les capacités des CLD (Comité Local de Développement) dans la planification et la gestion ;
- Renforcer la cohabitation pacifique entre les militaires et la population civile autour des sites militaires.

2.2. Gestion financière et comptable du projet

Le PNUD utilise un logiciel intégré (Atlas) de planification et de gestion des ressources, utilisé également par l'UNOPS, l'UNWOMEN, l'UNFPA et l'Université des Nations Unies. Ce logiciel répond aux meilleures normes de sécurité et intègre tous les modules indispensables pour une gestion optimale des ressources du SNU.

Les outputs de Atlas sont divers et variés et dépendent du centre d'intérêt de l'utilisateur ou de son interlocuteur. Ainsi par exemple pour notre auditeur, le document de références reste le CDR qui tire ses données du grand livre et le détail des dépenses dont l'origine est la table des ressources.

Par ailleurs, jusqu'au 31 décembre 2011, certaines dépenses comptabilisées et enregistrées dans Atlas apparaissent avec un signe négatif suivant leur règlement à l'année subséquente (en 2012).

2.3. Principes comptables

Le système comptable utilisé par le PNUD jusqu' au 31 décembre 2011 était régi par les normes UNSAS (United Nations System Accounting Standards). UNSAS privilégiait une comptabilité de caisse. Avec IPSAS (International Public Sector Accounting Standards), le PNUD est passé au 1er janvier 2012 à une comptabilité en droit constaté. L'adoption des nouvelles normes a nécessité une préparation minutieuse et rigoureuse pour assurer une transition harmonieuse.

Les ressources reçues de divers partenaires au développement sont gérées par la trésorerie du PNUD au niveau du siège. Le bureau Pays gère un compte bancaire ouvert et approvisionné mensuellement suivant ses besoins de décaissements consolidés. Le projet informe périodiquement le bureau pays de ses prévisions de décaissements.

3.
Combined Delivery Report - CDR

Award Id : 00049570 Gouvernance Judiciaire et Sécu — Period : Jan-Dec (2011)
Project # : 00060601 Appui PPBR /G.Sécuritaire MRR — Impl. Partner : 00946 UNDP (Direct Execution)
Location : Democratic Republic of Congo

	Govt Disb	UNDP Disb	UN Agencies	Encumbrance	Total Exp

Project # : 00061698 Projet PBR / PAYS BAS — Impl. Partner : 00946 UNDP (Direct Execution)
Location : Democratic Republic of Congo

Fund : 30000 (Programme Cost Sharing)

63365 - Special Oper Living Allow-IP	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
71205 - Intl Consultants-Sht Term-Tech	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
71305 - Local Consult.-Sht Term-Tech	0.00	19,804.00	0.00	0.00	19,804.00
71405 - Service Contracts-Individuals	0.00	58,543.59	0.00	0.00	58,543.59
71605 - Travel Tickets-International	0.00	1,475.00	0.00	0.00	1,475.00
71620 - Daily Subsistence Allow-Local	0.00	30,302.01	0.00	0.00	30,302.01
72105 - Svc Co-Construction & Engineer	0.00	9,426.14	0.00	0.00	9,426.14
72130 - Svc Co-Transportation Services	0.00	139.00	0.00	0.00	139.00
72145 - Svc Co-Training and Educ Serv	0.00	135.00	0.00	0.00	135.00
72205 - Office Machinery	0.00	16.00	0.00	0.00	16.00
72210 - Machinery and Equipment	0.00	56.00	0.00	0.00	56.00
72220 - Furniture	0.00	106.00	0.00	0.00	106.00
72325 - Chemical,Glass,NonMetallic Prd	0.00	4,250.00	0.00	-4,250.00	0.00
72370 - Security related goods and mat	0.00	165.00	0.00	0.00	165.00
72410 - Acquisition of Audio Visual Eq	0.00	90.00	0.00	0.00	90.00
72415 - Courier Charges	0.00	52.50	0.00	0.00	52.50

Award Id : 00049570 Gouvernance Judiciaire et Sécu — Period : Jan-Dec (2011)
Project # : 00061698 Projet PBR / PAYS BAS — Impl. Partner : 00946 UNDP (Direct Execution)
Location : Democratic Republic of Congo

	Govt Disb	UNDP Disb	UN Agencies	Encumbrance	Total Exp
72420 - Land Telephone Charges	0.00	150.00	0.00	0.00	150.00
72425 - Mobile Telephone Charges	0.00	360.00	0.00	0.00	360.00
72445 - Common Services-Communications	0.00	296.00	0.00	0.00	296.00
72505 - Stationery & other Office Supp	0.00	382.20	0.00	0.00	382.20
72705 - Hospitality-Special Events	0.00	1,375.00	0.00	0.00	1,375.00
73105 - Rent	0.00	-44,386.50	0.00	-1,800.00	-46,186.50
73115 - Moving Expenses	0.00	309.00	0.00	0.00	309.00
73120 - Utilities	0.00	651.00	0.00	0.00	651.00
73125 - Common Services-Premises	0.00	1,614.00	0.00	0.00	1,614.00
73305 - Maint & Licensing of Hardware	0.00	13.13	0.00	0.00	13.13
73410 - Maint, Oper of Transport Equip	0.00	6,144.00	0.00	0.00	6,144.00
74325 - Contrib.To CO Common Security	0.00	71.00	0.00	0.00	71.00
74510 - Bank Charges	0.00	631.27	0.00	0.00	631.27
74599 - UNDP cost recovery chrgs-Bills	0.00	65.14	0.00	0.00	65.14
75105 - Facilities & Admin - Implement	0.00	6,456.48	0.00	0.00	6,456.48
Total for Fund 30000	**0.00**	**98,691.96**	**0.00**	**-6,050.00**	**92,641.96**
Total for Project : 00061698	**0.00**	**98,691.96**	**0.00**	**-6,050.00**	**92,641.96**

[redacted]

Project # : 00070625 Acces à la Justice N-S KIVU — Impl. Partner : 00946 UNDP (Direct Execution)
Location : Democratic Republic of Congo

und : 26921 (CPR TTF Conflict)

71405 - Service Contracts-Individuals	0.00	5,700.89	0.00	-2,044.00	3,656.89
71620 - Daily Subsistence Allow-Local	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
71625 - Daily Subsist Allow-Mtg Partic	0.00	226.00	0.00	0.00	226.00
72220 - Furniture	0.00	2,340.00	0.00	0.00	2,340.00
72425 - Mobile Telephone Charges	0.00	50.00	0.00	0.00	50.00
72505 - Stationery & other Office Supp	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
72605 - Grants to Instit & other Benef	0.00	35,000.00	0.00	0.00	35,000.00
73105 - Rent	0.00	-21,927.60	0.00	0.00	-21,927.60
73120 - Utilities	0.00	360.00	0.00	0.00	360.00

Award Id : 00049570 Gouvernance Judiciaire et Sécu
Project # : 00070625 Acces à la Justice N-S KIVU
Period : Jan-Dec (2011)
Impl. Partner : 00946 UNDP (Direct Execution)
Location : Democratic Republic of Congo

	Govt Disb	UNDP Disb	UN Agencies	Encumbrance	Total Exp
73410 - Maint, Oper of Transport Equip	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
74510 - Bank Charges	0.00	345.71	0.00	0.00	345.71
74525 - Sundry	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
Total for Fund 26921	**0.00**	**22,095.00**	**0.00**	**-2,044.00**	**20,051.00**
Fund : 26960 (CPR TTF - Conflict - Country S)					
71205 - Intl Consultants-Sht Term-Tech	36,353.00	7,050.00	0.00	0.00	43,403.00
71305 - Local Consult.-Sht Term-Tech	0.00	750.00	0.00	0.00	750.00
71405 - Service Contracts-Individuals	0.00	11,371.38	0.00	0.00	11,371.38
71510 - UNV Settling-In-Grant	0.00	-4.80	0.00	0.00	-4.80
71605 - Travel Tickets-International	0.00	293.00	0.00	0.00	293.00
71610 - Travel Tickets-Local	0.00	2,550.00	0.00	0.00	2,550.00
71620 - Daily Subsistence Allow-Local	0.00	43,866.00	0.00	0.00	43,866.00
71625 - Daily Subsist Allow-Mtg Partic	0.00	19,590.00	0.00	0.00	19,590.00
71635 - Travel - Other	0.00	1,335.00	0.00	0.00	1,335.00
72105 - Svc Co-Construction & Engineer	125,726.00	57,407.00	0.00	0.00	183,133.00
72135 - Svc Co-Communications Service	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
72205 - Office Machinery	16,340.00	25,699.00	0.00	0.00	42,039.00
72210 - Machinery and Equipment	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
72220 - Furniture	0.00	2,256.00	0.00	0.00	2,256.00
72425 - Mobile Telephone Charges	0.00	200.00	0.00	0.00	200.00
72505 - Stationery & other Office Supp	0.00	4,280.00	0.00	0.00	4,280.00
72510 - Publications	0.00	100.00	0.00	0.00	100.00
72610 - Micro Capital Grants-Credit	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
72705 - Hospitality-Special Events	0.00	14,686.00	0.00	0.00	14,686.00
73107 - Rent - Meeting Rooms	0.00	745.00	0.00	0.00	745.00
73410 - Maint, Oper of Transport Equip	0.00	5,030.20	0.00	0.00	5,030.20
74120 - Capacity Assessment	0.00	71,757.93	0.00	0.00	71,757.93
74205 - Audio Visual Productions	0.00	2,673.00	0.00	0.00	2,673.00
74210 - Printing and Publications	0.00	5,921.00	0.00	0.00	5,921.00
74215 - Promotional Materials and Dist	0.00	624.00	0.00	0.00	624.00
74230 - Audio & Visual Equipment	0.00	20.00	0.00	0.00	20.00
74510 - Bank Charges	136.00	3,518.87	0.00	0.00	3,654.87
74525 - Sundry	0.00	-874.00	0.00	0.00	-874.00
75110 - Facilities & Admin - Services	8,921.00	-8,921.00	0.00	0.00	0.00
75711 - TrnWrkshp&Conf - Stipends	0.00	2,953.00	0.00	0.00	2,953.00
75712 - TrnWrkshp&Conf - Honorariums	0.00	3,250.00	0.00	0.00	3,250.00
Total for Fund 26960	**187,476.00**	**278,126.58**	**0.00**	**0.00**	**465,602.58**
Fund : 30000 (Programme Cost Sharing)					
61305 - Salaries - IP Staff	0.00	26,656.40	0.00	0.00	26,656.40
61310 - Post Adjustment - IP Staff	0.00	11,546.58	0.00	0.00	11,546.58
62310 - Contrib to Jt Staff Pens Fd-IP	0.00	8,569.21	0.00	0.00	8,569.21
62315 - Contrib. to medical, social in	0.00	665.33	0.00	0.00	665.33
62320 - Mobility, Hardship, Non-remova	0.00	4,184.59	0.00	0.00	4,184.59
62335 - Hazard Duty Station Allow-IP	0.00	1,965.00	0.00	0.00	1,965.00
63335 - Home Leave Trvl & Allow-IP Stf	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
63340 - Proc trips/Rest & Recup-IP Stf	0.00	2,234.00	0.00	0.00	2,234.00
63365 - Special Oper Living Allow-IP	0.00	47,755.76	0.00	0.00	47,755.76
63405 - Learning Costs	0.00	1,300.00	0.00	0.00	1,300.00
63515 - Security-related Costs	0.00	8,260.00	0.00	0.00	8,260.00
63530 - Contribution to Separations	0.00	955.08	0.00	0.00	955.08
63535 - Contribution to Security	0.00	1,528.13	0.00	0.00	1,528.13
63540 - Contribution to Training	0.00	955.08	0.00	0.00	955.08
64307 - Appointment-Subsistence Allow	0.00	18,280.00	0.00	0.00	18,280.00
64308 - Appointments-Lump Sum	0.00	7,393.03	0.00	0.00	7,393.03
64309 - Appointment-Shipments	0.00	500.00	0.00	0.00	500.00
64310 - Separations - IP Staff	0.00	10,000.00	0.00	0.00	10,000.00
65115 - Contributions to ASHI Reserve	0.00	1,910.15	0.00	0.00	1,910.15
65135 - Payroll Mgt Cost Recovery ATLA	0.00	276.65	0.00	0.00	276.65

Combined Delivery Report With Encumbrance

Award Id : 00049570 Gouvernance Judiciaire et Sécu
Project # : 00070625 Acces à la Justice N-S KIVU
Period : Jan-Dec (2011)
Impl. Partner : 00946 UNDP (Direct Execution)
Location : Democratic Republic of Congo

	Govt Disb	UNDP Disb	UN Agencies	Encumbrance	Total Exp
71205 - Intl Consultants-Sht Term-Tech	0.00	241,519.00	0.00	0.00	241,519.00
71305 - Local Consult.-Sht Term-Tech	0.00	7,740.00	0.00	0.00	7,740.00
71405 - Service Contracts-Individuals	45,221.00	252,339.94	0.00	-4,650.00	292,910.94
71505 - UN Volunteers-Stipend & Allow	0.00	6,590.97	0.00	0.00	6,590.97
71510 - UNV Settling-In-Grant	0.00	2,322.00	0.00	0.00	2,322.00
71520 - UNV-Language Allowance	0.00	118.71	0.00	0.00	118.71
71535 - UNV-Medical Insurance	0.00	375.99	0.00	0.00	375.99
71540 - UNV-Global Charges	0.00	584.19	0.00	0.00	584.19
71545 - UNV-Home Leave Travel & Allowa	0.00	92.90	0.00	0.00	92.90
71550 - UNV-Resettlement Allowance	0.00	387.10	0.00	0.00	387.10
71560 - UNV-Intl Appoint/Sep incl Trvl	0.00	3,060.00	0.00	0.00	3,060.00
71605 - Travel Tickets-International	0.00	9,146.09	0.00	0.00	9,146.09
71610 - Travel Tickets-Local	0.00	11,267.00	0.00	0.00	11,267.00
71615 - Daily Subsistence Allow-Intl	0.00	4,409.00	0.00	0.00	4,409.00
71620 - Daily Subsistence Allow-Local	0.00	166,263.36	0.00	0.00	166,263.36
71625 - Daily Subsist Allow-Mtg Partic	0.00	42,158.00	0.00	0.00	42,158.00
71635 - Travel - Other	0.00	8,721.69	0.00	0.00	8,721.69
72105 - Svc Co-Construction & Engineer	159,208.00	12,862.45	0.00	0.00	172,070.45
72115 - Svc Co-Natural Resources & Env	0.00	3,600.00	0.00	0.00	3,600.00
72130 - Svc Co-Transportation Services	0.00	77.00	0.00	0.00	77.00
72135 - Svc Co-Communications Service	0.00	570.00	0.00	0.00	570.00
72145 - Svc Co-Training and Educ Serv	0.00	250.00	0.00	0.00	250.00
72205 - Office Machinery	0.00	20,430.00	0.00	-300.00	20,130.00
72210 - Machinery and Equipment	0.00	9,349.00	0.00	0.00	9,349.00
72215 - Transporation Equipment	0.00	2,030.00	0.00	0.00	2,030.00
72220 - Furniture	0.00	11,307.70	0.00	0.00	11,307.70
72225 - Sale of Equip & Furniture	0.00	15.00	0.00	0.00	15.00
72310 - Minerals,Mining & Metal Prdcts	0.00	2,146.45	0.00	0.00	2,146.45
72315 - Food & Textile Products	0.00	110.00	0.00	0.00	110.00
72330 - Medical Products	0.00	2,269.00	0.00	0.00	2,269.00
72370 - Security related goods and mat	0.00	600.00	0.00	0.00	600.00
72405 - Acquisition of Communic Equip	0.00	350.00	0.00	5,034.00	5,384.00
72415 - Courier Charges	0.00	99.00	0.00	0.00	99.00
72425 - Mobile Telephone Charges	1,864.00	10,436.65	0.00	0.00	12,300.65
72440 - Connectivity Charges	200.00	-200.00	0.00	0.00	0.00
72445 - Common Services-Communications	0.00	1,874.85	0.00	0.00	1,874.85
72505 - Stationery & other Office Supp	830.00	28,753.46	0.00	0.00	29,583.46
72515 - Print Media	0.00	430.00	0.00	0.00	430.00
72605 - Grants to Instit & other Benef	0.00	11,394.00	0.00	0.00	11,394.00
72610 - Micro Capital Grants-Credit	0.00	84,166.00	0.00	0.00	84,166.00
72705 - Hospitality-Special Events	0.00	144,665.56	0.00	0.00	144,665.56
72715 - Hospitality Catering	0.00	4,333.00	0.00	0.00	4,333.00
73105 - Rent	0.00	30,172.60	0.00	0.00	30,172.60
73107 - Rent - Meeting Rooms	0.00	3,530.00	0.00	0.00	3,530.00
73115 - Moving Expenses	0.00	2,320.00	0.00	0.00	2,320.00
73120 - Utilities	0.00	1,998.00	0.00	0.00	1,998.00
73125 - Common Services-Premises	0.00	78,258.40	0.00	0.00	78,258.40
73305 - Maint & Licensing of Hardware	0.00	118.75	0.00	0.00	118.75
73405 - Rental & Maint-Other Office Eq	0.00	2,653.00	0.00	0.00	2,653.00
73410 - Maint, Oper of Transport Equip	1,586.00	45,704.07	0.00	0.00	47,290.07
74105 - Management and Reporting Srvs	0.00	805.00	0.00	0.00	805.00
74120 - Capacity Assessment	0.00	223,451.60	0.00	0.00	223,451.60
74205 - Audio Visual Productions	0.00	1,869.00	0.00	0.00	1,869.00
74210 - Printing and Publications	0.00	3,162.00	0.00	0.00	3,162.00
74215 - Promotional Materials and Dist	0.00	744.00	0.00	0.00	744.00
74220 - Translation Costs	0.00	1,986.24	0.00	0.00	1,986.24
74225 - Other Media Costs	0.00	624.00	0.00	0.00	624.00
74230 - Audio & Visual Equipment	0.00	20.00	0.00	0.00	20.00
74320 - Contributions to CEB Activity	0.00	716.00	0.00	0.00	716.00
74325 - Contrib.To CO Common Security	0.00	4,279.00	0.00	0.00	4,279.00
74510 - Bank Charges	178.00	14,724.69	0.00	0.00	14,902.69
74520 - Storage	0.00	519.31	0.00	0.00	519.31
74525 - Sundry	8,818.45	-8,550.75	0.00	0.00	267.70
74599 - UNDP cost recovery chrgs-Bills	0.00	32.57	0.00	0.00	32.57

Award Id : 00049570 Gouvernance Judiciaire et Sécu — Period : Jan-Dec (2011)
Project # : 00070625 Acces à la Justice N-S KIVU — Impl. Partner : 00946 UNDP (Direct Execution)
Location : Democratic Republic of Congo

	Govt Disb	UNDP Disb	UN Agencies	Encumbrance	Total Exp
74725 - Other L.T.S.H.	0.00	684.00	0.00	0.00	684.00
75105 - Facilities & Admin - Implement	0.00	107,215.67	0.00	0.00	107,215.67
75705 - Learning costs	0.00	100.00	0.00	0.00	100.00
75711 - TrnWrkshp&Conf - Stipends	0.00	2,700.00	0.00	0.00	2,700.00
75712 - TrnWrkshp&Conf - Honorariums	0.00	4,370.00	0.00	0.00	4,370.00
Total for Fund 30000	**217,905.45**	**1,788,157.20**	**0.00**	**84.00**	**2,006,146.65**
Total for Project : 00070625	**405,381.45**	**2,088,378.78**	**0.00**	**- 1,960.00**	**2,491,800.23**

[redacted]

Project # : 00073341 Projet JICA/ Renf.Cap PNC — Impl. Partner : 00942 National Execution
Location : Democratic Republic of Congo

Fund : 11888 (Country Co-Financing CS)

71205 - Intl Consultants-Sht Term-Tech	0.00	42,000.00	0.00	0.00	42,000.00
74510 - Bank Charges	0.00	357.00	0.00	0.00	357.00
75105 - Facilities & Admin - Implement	0.00	988.33	0.00	0.00	988.33
Total for Fund 11888	**0.00**	**43,345.33**	**0.00**	**0.00**	**43,345.33**
Fund : 30000 (Programme Cost Sharing)					
61305 - Salaries - IP Staff	0.00	2,403.00	0.00	- 19,500.00	- 17,097.00
63340 - Proc trips/Rest & Recup-IP Stf	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
71305 - Local Consult.-Sht Term-Tech	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
71310 - Local Consult.-Short Term-Supp	0.00	500.00	0.00	- 1,500.00	- 1,000.00
71405 - Service Contracts-Individuals	0.00	52,217.53	0.00	- 1,351.00	50,866.53
71505 - UN Volunteers-Stipend & Allow	0.00	9,012.00	0.00	0.00	9,012.00
71520 - UNV-Language Allowance	0.00	138.00	0.00	0.00	138.00
71530 - UNV-Rest and Recuperation	0.00	2,403.00	0.00	0.00	2,403.00
71535 - UNV-Medical Insurance	0.00	375.99	0.00	0.00	375.99
71540 - UNV-Global Charges	0.00	621.00	0.00	0.00	621.00

Combined Delivery Report With Encumbrance

Award Id : 00049570 Gouvernance Judiciaire et Sécu — Period : Jan-Dec (2011)
Project # : 00073341 Projet JICA/ Renf.Cap PNC — Impl. Partner : 00942 National Execution
Location : Democratic Republic of Congo

	Govt Disb	UNDP Disb	UN Agencies	Encumbrance	Total Exp
71545 - UNV-Home Leave Travel & Allowa	0.00	108.00	0.00	0.00	108.00
71550 - UNV-Resettlement Allowance	0.00	450.00	0.00	0.00	450.00
71605 - Travel Tickets-International	0.00	-7,048.00	0.00	0.00	-7,048.00
71610 - Travel Tickets-Local	0.00	500.00	0.00	0.00	500.00
71620 - Daily Subsistence Allow-Local	0.00	184,241.52	0.00	0.00	184,241.52
71630 - Shipment	0.00	320.00	0.00	0.00	320.00
71635 - Travel - Other	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
72105 - Svc Co-Construction & Engineer	0.00	8,447.00	0.00	0.00	8,447.00
72120 - Svc Co-Trade and Business Serv	0.00	168,350.50	0.00	0.00	168,350.50
72125 - Svc Co-Studies & Research Serv	0.00	2,750.00	0.00	0.00	2,750.00
72130 - Svc Co-Transportation Services	0.00	135.00	0.00	0.00	135.00
72140 - Svc Co-Information Technology	0.00	16,012.00	0.00	0.00	16,012.00
72145 - Svc Co-Training and Educ Serv	0.00	6,822.00	0.00	0.00	6,822.00
72205 - Office Machinery	0.00	13,996.00	0.00	0.00	13,996.00
72210 - Machinery and Equipment	0.00	1,625.00	0.00	0.00	1,625.00
72220 - Furniture	0.00	25,136.33	0.00	0.00	25,136.33
72225 - Sale of Equip & Furniture	0.00	390.00	0.00	0.00	390.00
72305 - Agri & Forestry Products	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
72315 - Food & Textile Products	0.00	20,364.39	0.00	0.00	20,364.39
72320 - Wood & Paper Products	0.00	15.00	0.00	0.00	15.00
72325 - Chemical,Glass,NonMetallic Prd	0.00	2,742.80	0.00	0.00	2,742.80
72330 - Medical Products	0.00	5,018.00	0.00	0.00	5,018.00
72335 - Pharmaceutical Products	0.00	10,253.80	0.00	0.00	10,253.80
72399 - Other Materials and Goods	0.00	10,010.00	0.00	0.00	10,010.00
72425 - Mobile Telephone Charges	0.00	2,051.90	0.00	0.00	2,051.90
72505 - Stationery & other Office Supp	0.00	21,835.70	0.00	0.00	21,835.70
72705 - Hospitality-Special Events	0.00	200,104.41	0.00	0.00	200,104.41
72710 - Hospitality-Vouchered Expenses	0.00	61,823.40	0.00	0.00	61,823.40
72715 - Hospitality Catering	0.00	309,507.00	0.00	0.00	309,507.00
73105 - Rent	0.00	5,908.00	0.00	0.00	5,908.00
73110 - Custodial & Cleaning Services	0.00	750.00	0.00	0.00	750.00
73410 - Maint, Oper of Transport Equip	0.00	23,688.16	0.00	0.00	23,688.16
74205 - Audio Visual Productions	0.00	2,062.00	0.00	0.00	2,062.00
74210 - Printing and Publications	0.00	25,546.79	0.00	0.00	25,546.79
74220 - Translation Costs	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
74225 - Other Media Costs	0.00	1,615.00	0.00	0.00	1,615.00
74510 - Bank Charges	0.00	11,936.87	0.00	0.00	11,936.87
74525 - Sundry	0.00	149,765.00	0.00	0.00	149,765.00
74599 - UNDP cost recovery chrgs-Bills	0.00	786.72	0.00	0.00	786.72
74725 - Other L.T.S.H.	0.00	28,888.00	0.00	1,360.00	30,248.00
75105 - Facilities & Admin - Implement	0.00	21,312.90	0.00	0.00	21,312.90
75707 - Learning – subsistence allowan	0.00	3,320.93	0.00	0.00	3,320.93
Total for Fund 30000	**0.00**	**1,409,212.64**	**0.00**	**-20,991.00**	**1,388,221.64**
Total for Project : 00073341	**0.00**	**1,452,557.97**	**0.00**	**-20,991.00**	**1,431,566.97**



PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT
Rép. Dém. du Congo

KPMG Congo-R.D.C
Immeuble BCDC 7ème Niveau
Boulevard du 30 Juin
B.P. : 7226
Kinshasa / Gombe
Tél. : (+243) 990010020
(+243) 990010021
E-mail : tfashingabo@kpmg.cd

ined By : _____ Date : 31 SEPT 2012

4.
Etats de Prévisions et de Réalisations des projets

Etat de Prévisions et de Réalisations
Award n° 00049570
Du 1er janvier au 31 décembre 2011

Projet : Accès à la justice, Nord-Kivu

Activités	Notes	Prévisions (USD)	Réalisations (USD)	Ecart (USD)	% Réalisation
FINANCEMENT SUEDE PHASE I					
1. Sensibilisation	5.1.	217 200	138 008	79 192	64
2. Renforcement de la justice	5.2.	755 200	460 635	294 565	61
3. Renforcement des ONGs locales et Mise en place d'un mécanisme de Coordination	5.3.	0	(15 560)	15 560	-
4. Frais de fonctionnement et personnel	5.4.	654 861	251 407	403 454	39
5. Autres (Frais bancaires + GMS (7%)	5.5.	118 715	40 897	77 818	35
Total dépenses		**1 745 976**	**875 387**	**870 589**	**50**
Financement SUEDE PHASE I	5.6.		**1 745 976**		
Ecart (1)			**870 589**		
FINANCEMENT SUEDE PHASE II					
1. Output 1	5.7.	385 946	170 020	215 926	44
2. Output 2	5.8.	204 099	36 844	167 255	18
3. Output 3	5.9.	784 400	221 185	563 215	29
4. Program Contract	5.10.	184 257	16 620	167 637	9
5. Operational Cost	5.11.	899 541	633 077	266 464	71
6. GMS	5.12.	172 077	73 064	99 013	43
Total dépenses		**2 630 320**	**1 150 810**	**1 479 510**	**44**
Financement SUEDE PHASE II	5.6.		**2 630 320**		
Ecart (2)			**1 479 510**		
FINANCEMENT ALLEMAND					
1. Sensibilisation	5.13.	44 000	50 092	(6 092)	114
2. Renforcement, amélioration et pérennisation	5.14.	223 200	219 926	3 274	99

Projets : Accès à la Justice N-S Kivu, Renforcement des capacités PNC/JICA et Projet Post Brassage
Période du 1er janvier au 31 décembre 2011

Activités	Notes	Prévisions (USD)	Réalisations (USD)	Ecart (USD)	% Réalisation
3. Renforcement des acteurs de la société civile et ONG locales	5.15.	161 100	163 218	(2 118)	102
4. Autres (coûts opérationnel, Personnel et frais bancaire)	5.16.	38 582	32 367	6 215	84
5. GMS calculator		32 682	0	32 682	0
Total dépenses		**499 564**	**465 603**	**33 961**	**94**
FINANCEMENT ALLEMAND	**5.6.**		**499 564**		
Ecart (3)			**33 961**		
Dépenses Globales (a)			**2 491 800**		
Financement global (b)			**4 875 860**		
Ecart général (c) = (b)-(a)			**2 384 060**		

Projet : Renforcement des capacités de la Police Nationale Congolaise/JICA

Activités	Notes	Prévisions (USD)	Réalisations (USD)	Ecart (USD)	% Réalisation
Activity 1.2 : Community Project	5.17	9 881	0	9 881	0
Activity 2.3 : Orientale Province Training	5.18	517 295	194 796	322 499	38
Activity 3.0 : Kasangulu/Bas-Congo Police training activity	5.19	452 146	175 608	276 538	39
Activity 3.1 : Kasangulu Training of Trainer activity	5.20	6 673	0	6 673	0
Activity 1 Site du Nord Kivu/Goma	5.21	0	3 948	(3 948)	-
Activity 11 JICA2 Training Site Nord Kivu	5.22	338 751	452 611	(113 860)	134
Activity 2 JICA 2 Site de la Province Orientale/Kisangani	5.23	0	5 716	(5 716)	-
Activity 2.1 JICA 2 Training of Trainers PO	5.24	6 753	0	6 753	0
Activity 2.2 JICA 2 Training site Province Orientale	5.25	647 236	598 888	48 348	93
Total dépenses		**1 978 735**	**1 431 567**	**547 168**	73
Financement	**5.6.**		**2 500 000**		
Ecart (4)			**1 068 433**		

Projet : Projet Post Brassage/Pays-Bas

Activités	Notes	Prévisions (USD)	Réalisations (USD)	Ecart (USD)	% Réalisation
Activity 1 : LS1 Appui non légal aux FARDC	**5.26.**	0	(87 332)	87 332	-
Activity 4 : LS4 Justice militaire	**5.27.**	10 208	11 779	(1 571)	114
Activity 5 : LS5 Unité de gestion du projet	**5.28.**	108 256	168 195	(59 939)	156
Total dépenses		**118 464**	**92 642**	**25 822**	79
Financement	**5.6.**		**118 464**		
Ecart (5)			**25 822**		

Les notes annexes font parties intégrante des états financiers

Note : Toutes les valeurs négatives reprises dans les notes annexes s'expliquent par des régularisations effectuées dans le cadre des opérations engagées en 2010 et dont les paiements ont été effectués en 2011.

5.
Notes annexes à l'état de Prévisions et de Réalisations du projet

A. Dépenses effectuées sur le fonds Suédois en 2011

5.1. Sensibilisation

Les dépenses de « Sensibilisation » se présentent comme suit :

	Description	Montant USD
Résultat 1	Sensibilisation de la population aux questions relatives aux droits des femmes et aux violences sexuelles	14 540
Résultat 2	Sensibilisation des communautés avec participation des autorités locales et coutumières et en direction aux militaires sur les VS et le genre	118 032
Résultat 3	Sensibilisation sur et participation active des universitaires dans les questions de justice et de violences sexuelles dans les Universités	5 436
Total		**138 008**

Ces dépenses se rapportent à la distribution de brochures, aux formations des formateurs, aux séances publiques et à l'organisation d'une campagne de sensibilisation des populations sur leurs droits face à la justice.

5.2. Renforcement de la Justice

Les dépenses de « Renforcement de la justice » se présentent comme suit :

	Description	Montant USD
Résultat 4	Monitoring des modes alternatifs de condamnation	17 931
Résultat 5	Monitoring des procédures judiciaires sur toute la chaine pénale	42 934
Résultat 6	Monitoring des procédures judiciaires sur toute la chaine pénale	(52)
Résultat 7	Renforcement des capacités des acteurs de la chaîne pénale	253 961
Résultat 8	Sensibilisation du personnel médical sur le processus judiciaire aux victimes et leur rôle dans la lutte contre l'impunité	47 921
Résultat 9	Conférence sur la réinsertion des victimes	48 508
Résultat 10	Assistance juridique et judiciaire de qualité	49 432
Total		**460 635**

Ces dépenses sont liées à la production de rapports mensuels sur la problématique d'accès à la justice formelle, l'organisation des tables rondes sur la discussion des résultats des rapports de monitoring, l'appui à la réinsertion des victimes et aux enquêtes judiciaires, à la dotation d'équipements pour le PV de police et de base de données et à l'organisation des sessions de formation à l'attention des staffs médicaux sur le VS comme délit.

5.3. Renforcement des ONGs locales et mise en place des mécanismes de coordination

Les dépenses de « Renforcement des ONGs locales » se présentent comme suit :

	Description	Montant USD
Résultat 12	Renforcement des ONGs locales sur le plan financier et technique	(15 560)
Total		**(15 560)**

Ces dépenses concernent l'organisation des ateliers de renforcement de capacités sur la gestion administratives au nord et sud Kivu.

5.4. Frais de fonctionnement et personnel

Les dépenses de « Frais de fonctionnement et personnel » se présentent comme suit :

Description	Montant USD
Personnel	166 501
Equipement	0
Ressources Opérationnelles (frais de fonctionnement)	66 631
Voyage personnel	18 275
Total	**251 407**

Les dépenses relatives concernent les frais du personnel et autres frais de fonctionnement.

5.5. Autres

Les dépenses de « Autres » se présentent comme suit :

Description	Montant USD
Frais bancaires	6 712
GMS (7%)	34 185
Total	**40 897**

Ces charges se rapportent essentiellement aux frais GMS de 7%.

5.6. Financement du projet

Bailleurs	Projet	31/12/2011 USD
Financement de la SUEDE 1ère Tranche	00070625	1 745 976
Financement de la SUEDE 2ème Tranche		2 630 320
Financement de l'ALLEMAGNE		499 564
Japan International Coopération Agency (JICA)	00073341	2 500 000
Pays-Bas	00061698	118 464
Total		**7 494 324**

Ces ressources ont fait l'objet de signature des accords de coopération entre le PNUD, la Suède et la République d'Allemagne.

5.7. Output 1: Local communities are famillar with undestand women's rights/SGBV

Les dépenses de « Local communities are famillar with undestand women's » se présentent comme suit :

Compte	Description du compte	31/12/2011 USD
Activity result 1	Sensibiliser et fournir des informations aux communautés locales sur les droits des femmes	27 388
Activity result 2	Sensibilisation et renforcement des communautés universitaires	0
Activity result 3	Développer et soutenir les activités de surveillance judiciaire et les procès	142 632
Total		**170 020**

Ces dépenses sont relatives au frais de sessions, frais de publication des brochures, à l'acquisition du matériel pédagogique, et aux charges de monitoring.

5.8. Output 2: Local communities trust use low enforcement and judicial mechanisms to render effective the legal and judicial

Les dépenses de «Local communities trust use low enforcement and judicial mechanisms to render effective the legal and judicial» se présentent comme suit:

Compte	Description	31/12/2011 USD
Activity result 1	Sensibiliser les organisations de la société civile capables et désireux de facilité l'accès à la société civile	25 114
Activity result 2	Renforcer les acteurs des services judiciaires traitant des actions civiles et pénales	11 730
Total		**36 844**

Ces dépenses concernent les coûts opérationnels, aux charges de réunions de définition et aux charges relatives aux différentes de session.

5.9. Output 3: Law enforcement and judicial institutions are trained, equip and effectively assure the legal and judicial

Les dépenses de « Output 3: Law enforcement and judicial institutions are trained, equip and effectively assure the legal and judicial » se présentent comme suit:

	Description	Montant USD
Activity result 1	Renforcer et consolider les lois pour les agences en réponse au SGBV	97 680
Activity result 2	Renforcer et consolider la réponse judiciaire à des actions civiles et pénale	123 505
Total		**221 185**

Il s'agit des charges liées aux missions d'évaluation et aux côuts de construction des bâtiments.

5.10. Program contracts

Les dépenses de « Program contracts » se présentent comme suit:

Description	Montant USD
Awareness raising SSA	0
Monitoring and evaluation	16 620
Total	**16 620**

Ces dépenses concernent essentiellement les frais de monitoring et des évaluations.

5.11. Operational cost

Les dépenses de « Operational cost » se présentent comme suit:

Description	Montant USD
Staff	431 358
Operating resources	193 507
Others	0
Frais bancaires	8 212
Total	**633 077**

Ces dépenses concernent les charges du personnel, aux ressources opérationnelles et frais bancaires.

5.12. GMS Calculator

Les dépenses de « GSM Caclulator » se présentent comme suit:

Description	Montant USD
GMS calculator	73 064
Total	**73 064**

Il s'agit essentiellement des dépenses relatives au GMS calculator.

B. Dépenses effectuées sur le fonds Allemand en 2011

5.13. Sensibilisation

Les dépenses de « Sensibilisation » se présentent comme suit:

	Description	Montant USD
Résultat 1	Sensibilisation de la population aux questions relatives aux droits des femmes et aux violences sexuelles	0
Résultat 2	Sensibilisation des communautés avec participation des autorités locales et coutumières et en direction aux militaires sur les VS et le genre	33 687
Résultat 3	Sensibilisation sur et participation active des universitaires dans les questions de justice et de violences sexuelles dans les Universités	16 405
Total		**50 092**

Ces dépenses se rapportent à la distribution des brochures, aux formations des formateurs, aux séances publiques et à l'organisation d'une campagne de sensibilisation des populations sur leurs droits face à la justice

5.14. Renforcement, amélioration et pérennisation d'une assistance juridique et judiciaire effective

Les dépenses de « Renforcement, amélioration et pérennisation d'une assistance juridique et judiciaire effective » se présentent comme suit:

	Description	Montant USD
Résultat 4	Monitoring des modes alternatifs de condamnation	0
Résultat 5	Monitoring des procédures judiciaires sur toute la chaine pénale	43 274
Résultat 6	Renforcement de la protection et système de réinsertion des victimes	0
Résultat 7	Renforcement des capacités des acteurs de la chaîne pénale	176 652
Résultat 8	Sensibilisation du personnel médical sur le processus judiciaire aux victimes et leur rôle dans la lutte contre l'impunité	0
Résultat 9	Conférence sur la réinsertion des victimes	0
Total		**219 926**

Il s'agit essentiellement des dépenses liées au Monitoring, au renforcement de la protection et des capacités des acteurs de la chaîne pénale.

5.15. Renforcement des acteurs de la société civile et ONGs locales et mise en place des mécanismes de coordination

Les dépenses de « Renforcement des acteurs de la société civile et ONGs locales et mise en place des mécanismes de coordination » se présentent comme suit:

	Description	Montant USD
Résultat 10	Assistance juridique et judiciaire de qualité	138 194
Résultat 12	Renforcement des ONGs locales actives dans le domaine du genre et violences sexuelles sur le plan financier et technique	25 024
Total		**163 218**

Ces dépenses sont liées aux charges de renforcement des ONGs locales et à l'assistance juridique et judiciaire de qualité.

5.16. Autres

Les dépenses de « Autres » se présentent comme suit:

Description	Montant USD
Coût opérationnel	14 018
Personnel	18 349
Total	**32 367**

Il s'agit du personnel et du coût opérationnel.

5.17. Activity 2.1 : Community Project

Les dépenses de « Community Project » se présentent comme suit :

Compte	Description du compte	Montant USD
72 600	Grants	0
75100	Facilities & administration	0
	Sous Total	**0**

5.18. Activity 2.3 : Orientale Province Training

Les dépenses de « Orientale Province Training » se présentent comme suit :

Compte	Description du compte	Montant USD
71400	Contractual services – Individual	861
71600	Travels	1 292
72200	Equipment and Furniture	907
72300	Materials and Goods	16 900
72400	Communic & Audio Visual Equipment	100
72500	Supplies	11 445
72600	Grants	0
72700	Hopitality/Catering	59 818
72800	Information Technologiy Equipment	0
73100	Rental & Maintenance-Premises	0
73200	Premises Alternations	0
73400	Rental & Maintenance of Other Equipment	480
74100	Professional Services	0
74200	Audio Visual&Print Prod CostsF	0
74500	Miscellaneous Expenses	94 155
74700	Transport, Shipping and handling	6 220
75100	Facilities & administration	0
75700	Training Workshops and confer	2 618
	Sous Total	**194 796**

Cette ligne enregistre les dépenses relatives à la formation dans la province orientale

5.19. Activity 3.0 : Kasangulu/Bas-Congo of trainer

Les dépenses de « Kasangulu/Bas Congo of trainer » se présentent comme suit :

Compte	Description du compte	Montant USD
71400	Contractual services – Individual	0
71600	Travels	0
72300	Materials and Goods	0
72500	Supplies	6 823
72600	Grants	0
72700	Hopitality/Catering	116 970
72800	Information Technologiy Equipment	0
73400	Rental & Maint of Other Equipment	0
74100	Professional Services	0
74200	Audio Visual&Print Prod Costs	0
74500	Miscellaneous Expenses	47 161

Compte	Description du compte	Montant USD
74700	Transport, Shipping and handle	3 950
75100	Facilities & administration	0
75700	Training Workshops and confer	704
	Sous Total	**175 608**

Ces dépenses sont relatives à l'entrainement dans le Bas-congo.

5.20. Activity 3.1: Kasangulu Training of trainer

Les dépenses de « Kasangulu Training of trainer » se présentent comme suit :

Compte	Description du compte	Montant USD
72500	Supplies	0
72700	Hospitalities/Catering	0
74500	Miscellaneous Expensives	0
75100	Facilities & administration	0
	Sous Total	**0**

5.21. Activity 1 Site du Nord Kivu/Goma

Les dépenses de « Activity 1 Site du Nord Kivu/Goma » se présentent comme suit :

Compte	Description du compte	Montant USD
72100	Contractual services companies	0
72200	Equipment and furniture	2 400
72700	Hospitality/Catering	0
74500	Miscellaneous Expensives	(73)
75100	Facilities & Administration	163
71400	Contractual Services – Indiv	1 351
74500	Miscellaneous Expensives	12
75100	Facilities & Administration	95
	Sous Total	**3 948**

5.22. Activity 11 JICA 2 Training Site Nord Kivu

Les dépenses de « Activity 11 Jica 2 Training Site Nord Kivu » se présentent comme suit :

Compte	Description du compte	Montant USD
71200	International consultants	42 238
71400	Contractual services – Individual	28 036
71600	Travels	100 681
72100	Contractual Services-Companies	173 439
72200	Equipment and Furniture	7 598
72300	Materials and Goods	6 250
72400	Communic & Audio Visual Equipment	300
72500	Supplies	2 884
72700	Hopitality/Catering	8 228
73100	Rental & Maintenance-Premises	5 908
73400	Rental & Maint of Other Equipment	22 588
74200	Audio Visual&Print Prod Costs	4 320
74500	Miscellaneous Expenses	3 199
75100	Facilities & administration	2 112
61300	Salary & Post Adj Cst-IP Staff	0
71400	Contractual services – Individual	0
72700	Hospitality/Catering	44 452
74500	Miscellaneous Expensives	378
Sous Total		**452 611**

Ces dépenses sont relatives à la formation dans le site du Nord-Kivu.

5.23. Activity 2 : Site de la Province Orientale/Kisangani

Les dépenses de « Activity 2 : Site de la Province Orientale/Kisangani » se présentent comme suit :

Compte	Description du compte	Montant USD
71500	UN Volonteers	2 403
71600	Travels	3 265
74500	Miscellaneous Expensives	48
	Sous Total	**5 716**

Cette rubrique enregistre les dépenses liées aux voyages

5.24. Activity 2 1: JICA 2 Training of trainers P/O

Les dépenses de « Jica 2 Training of trainers P/O » se présentent comme suit :

Compte	Description du compte	Montant USD
72200	Equipment and Furniture	0
72700	Hopitality/Catering	0
74200	Audio Visual&Print Prod Costs	0
74500	Miscellaneous Expensives	0
75100	Facilities & Administration	0
	Sous Total	**0**

5.25. Activity 2.2: JICA 2 Training Site Province Orientale

Les dépenses de « Training Site Province Orientale » se présentent comme suit :

Compte	Description du compte	Montant USD
61305	Salaries - IP Staff	-17 097
63340	Proc trips/Rest & Recup-IP Stf	0
71305	Local Consult.-Sht Term-Tech	0
71310	Local Consult.-Short Term-Supp	-1 000
71405	Service Contracts-Individuals	20 618
71505	UN Volunteers-Stipend & Allow	9 012
71520	UNV-Language Allowance	138
71535	UNV-Medical Insurance	376
71540	UNV-Global Charges	621
71545	UNV-Home Leave Travel & Allowa	108
71550	UNV-Resettlement Allowance	450
71605	Travel Tickets-International	-7 048
71610	Travel Tickets-Local	500
71620	Daily Subsistence Allow-Local	79 003
71630	Shipment	320
71635	Travel - Other	0
72105	Svc Co-Construction & Engineer	2 190
72120	Svc Co-Trade and Business Serv	1 169
72125	Svc Co-Studies & Research Serv	2 750
72130	Svc Co-Transportation Services	135
72140	Svc Co-Information Technology	16 012
72145	Svc Co-Training and Educ Serv	6 822
72205	Office Machinery	8 788
72210	Machinery and Equipment	1 625
72220	Furniture	19 829
72305	Agri & Forestry Products	0

Compte	Description du compte	Montant USD
72315	Food & Textile Products	29
72320	Wood & Paper Products	15
72325	Chemical,Glass,NonMetallic Prd	2 743
72330	Medical Products	2 203
72335	Pharmaceutical Products	10 254
72399	Other Materials and Goods	10 010
72425	Mobile Telephone Charges	1 652
72505	Stationery & other Office Supp	684
72705	Hospitality-Special Events	147 872
72710	Hospitality-Vouchered Expenses	61 375
72715	Hospitality Catering	132 720
73110	Custodial & Cleaning Services	750
73410	Maint, Oper of Transport Equip	620
74210	Printing and Publications	24 647
74220	Translation Costs	0
74225	Other Media Costs	257
74510	Bank Charges	5 398
74525	Sundry	11 542
74599	UNDP cost recovery chrgs-Bills	787
74725	Other L.T.S.H.	20 078
75105	Facilities & Admin - Implement	19 931
Sous Total		**598 888**

5.26. Activity 1 : LS1 Appui non légal aux FARD

Les dépenses de « LS1 Appui non légal aux Fard » se présentent comme suit :

Compte	Description du compte	Montant USD
71200	International consultants	(31 989)
71300	Local consultants	(2 500)
71400	Contractuel services – Individual	0
72500	Supplies	75
73100	Rental & Maintenance-Premises	(46 800)
74500	Miscelaneous Expensives	(404)
75100	Facilities & Administration	(5 714)
	Sous Total	**(87 332)**

Ces dépenses concernent l'appui non légal aux FARD.

5.27. Activity 4 : LS4 Justice militaire

Les dépenses de « LS4 Justice militaire » se présentent comme suit :

Compte	Description du compte	Montant USD
71600	Travels	830
72100	Contractual Services-Companies	9 426
72200	Equipment and Furniture	91
73100	Rental & Maintenance-Premises	520
74500	Miscelaneous Expensives	-254
75100	Facilities & Administration	1 166
Sous Total		**11 779**

Ces dépenses sont relatives aux frais engagées à la justice militaire.

5.28. Activity 5 : LS5 Unité de Gestion du Projet

Les dépenses de « LS5 Unité de Gestion du projet » se présentent comme suit :

Compte	Description du compte	Montant USD
71200	International Consultants	31 989
71300	Local Consultants	22 304
71400	Contractuel services – Individual	58 544
71600	Travels	30 947
72100	Contractual Services-Companies	274
72200	Equipment and Furniture	88
72300	Materials and Goods	165
72400	Communic & Audio Visual Equipment	948
72500	Supplies	307
72700	Hospitality/Catering	1 375
73100	Rental & Maintenance-Premises	2 668
73300	Rental & Maint of information technologiy Equipment	13
73400	Rental & Maint of Other Equipment	6 144
74300	Contributions	71
74500	Miscellaneous Expensives	1 354
75100	Facilities & Administration	11 004
	Sous Total	**168 195**

Ces dépenses sont relatives aux frais engagées à l'unité de gestion du projet.

6.

Etat des actifs et de l'équipement

Statement of Asset and Equipment
As at 31 december 2011

Country Office: UNDP/DIM
Project title: Accès à la justice, N-S Kivu
Award ID: 0049570
ProjectID: 00070625
Period covered: du 1er Janvier au 31 décembre 2011

PROFILE ID (electricals, vehicles etc	CATEGORY	CODIFICATION	SERIAL_ID	DESCRIPTION	LOCATION	UTILISATEUR	ACQUISITION_DATE	Quantity (should always be 1)	Acquisition Cost	FUND_CODE	Donor	Activity
Information and telecomm ICT	INFORMATIQUE	GMJUS30AAF003	2936261979Q	LAPTOP TOSHIBA	Goma	AAF	2009	1	1 195,00	26921	00550	ACTIVITY6
Information and telecomm ICT	INFORMATIQUE	GMJUS30EXPJURNK004	29360993Q	LAPTOP TOSHIBA	Goma	EXPERT JURISTE NK	2009	1	1 195,00	26921	00550	ACTIVITY6
Information and telecomm ICT	INFORMATIQUE	GMJUS30IT005	Z8164620Q	LAPTOP TOSHIBA	Goma	EXPERT IT	2009	1	1 195,00	26921	00550	ACTIVITY6
Information and telecomm ICT	INFORMATIQUE	GMJUS30EXPJURSK006	Z9018921Q	LAPTOP TOSHIBA	Goma	BUREAU BUKAVU	2009	1	1 195,00	26921	00550	ACTIVITY6
ELECTRICAL	INFORMATIQUE	GMJUS30AAF009	S01-7014939-930S	RETROPROJECTEUR SONY	Goma	AAF	2009	1	1 250,00	26921	00550	ACTIVITY6
ELECTRICAL	INFORMATIQUE	GMJUS30EXPJURSK010	7110446911S	RETROPROJECTEUR SONY	Goma	BUREAU BUKAVU	2009	1	1 250,00	26921	00550	ACTIVITY6
ELECTRICAL	COMMUNICATION	GMJUS30EXPJURNK014	NKR-D3000B	CAMERA DIGITAL SEMI PROFES.	Goma	EXPERT JURISTE NK	2009	1	1 490,00	26921	00550	ACTIVITY6
ELECTRICAL	INFORMATIQUE	GMJUS30CHEPRO015	CNGJ78Y03M	IMPRIMANTE COULEUR HP LJ 2600	Goma	CHEF DE PROJET	2009	1	1 300,00	26921	00550	ACTIVITY6
Information and telecomm ICT	INFORMATIQUE	GMJUS30EXPSGBV016	L3-VF 468 08/07	LAPTOP LEVONO	Goma	EXPSGBV	2009	1	1 150,00	26921	00550	ACTIVITY6
Information and telecomm ICT	INFORMATIQUE	GMJUS30MOA017	3A554211K	LAP TOP SATELLITE TOSHIBA	Goma	MONITRICE(DADA)	2010	1	1 050,00	30000	00555	ACTIVITY7
Information and telecomm ICT	INFORMATIQUE	GMJUS30MOB018	3A557719K	LAP TOP SATELLITE TOSHIBA	Goma	MONITEUR (BENI)	2010	1	1 050,00	30000	00555	ACTIVITY7
Information and telecomm ICT	INFORMATIQUE	GMJUS30MOD019	3A542388K	LAP TOP SATELLITE TOSHIBA	Goma	MON/4	2010	1	1 050,00	30000	00555	ACTIVITY7
Information and telecomm ICT	INFORMATIQUE	GMJUS30MOC020	3A612283K	LAP TOP SATELLITE TOSHIBA	Goma	MONITEUR (ISAAC)	2010	1	1 050,00	30000	00555	ACTIVITY7
Information and telecomm ICT	INFORMATIQUE	GMJUS30BKV021	3A552669K	LAP TOP SATELLITE TOSHIBA	Goma	BUKAVU	2010	1	1 050,00	30000	00555	ACTIVITY7
Information and telecomm ICT	INFORMATIQUE	GMJUS30BKV022	3A553382K	LAP TOP SATELLITE TOSHIBA	Goma	BUKAVU	2010	1	1 050,00	30000	00555	ACTIVITY7
Information and telecomm ICT	INFORMATIQUE	GMJUS30BKV023	3A549375K	LAP TOP SATELLITE TOSHIBA	Goma	BUKAVU	2010	1	1 050,00	30000	00555	ACTIVITY7
Information and telecomm ICT	INFORMATIQUE	GMJUS30BUNIA024	3A545605K	LAP TOP SATELLITE TOSHIBA	Goma	BUNIA	2010	1	1 050,00	30000	00555	ACTIVITY7
Information and telecomm ICT	INFORMATIQUE	GMJUS30CONSA025	3A561666K	LAP TOP SATELLITE TOSHIBA	Goma	ELSA	2010	1	1 050,00	30000/2	00555/00	ACTIVITY7
Information and telecomm ICT	INFORMATIQUE	GMJUS30AJ1027	3A541681K	LAP TOP SATELLITE TOSHIBA	Goma	MONITEUR(GISELE)	2010	1	1 050,00	26960	00117	ACTIVITY7
Information and telecomm ICT	INFORMATIQUE	GMJUS30BUNIA026	3A555357K	LAP TOP SATELLITE TOSHIBA	Goma	BUNIA	2010	1	1 050,00	26960	00117	ACTIVITY7
Information and telecomm ICT	INFORMATIQUE	GMJUS30MONDE029	3A543861K	LAP TOP SATELLITE TOSHIBA	Goma	MONITEUR (DESIRE)	2010	1	1 050,00	26960	00117	ACTIVITY7
FURNITURE	Meuble	GMJUS10SR024	N/A	TABLE DE CONFERENCE	Goma	SALLE DE REUNION	2009	1	1 500,00	26921	00550	ACTIVITY6
FURNITURE	Meuble	GMJUS10GDE SALLE0138	N/A	TABLE CONFERENCE	Goma	GRANDE SALLE REUNION	2011	1	2 000,00	30000	00555	ACTIVITY7
FURNITURE	Meuble	GMJUS10GDE SALLE0139	N/A	TABLE CONFERENCE	Goma	GRANDE SALLE REUNION FEMME	2011	1	2 000,00	30000	00555	ACTIVITY7
Vehicles	Transport	GMJUS50DR001	JTEEB71J-607006731	VEHICULES LAND CRUISER	Goma	DRIVER	2009	1	56 000,00	26921	00550	ACTIVITY6
Vehicles	Transport	GMJUS50DR002	JTEBK29J590046202	VEHICULES PRADO	Goma	DRIVER	2011	1	30 000,00	30000	00555	ACTIVITY7
Vehicles	Transport	DRCSK50-1BT015	JTEEB71J-607006714	TOYOTA LAND-CRUISER	BUKAVU	Chauffeur	2009	1	56 000,00	30000	00555	ACTIVITY7
Information and telecomm ICT	INFORMATIQUE	GMJUS3000000055500070625	3341762335	IMPRIMANTE PHOTOCOPIEUSE XEROX	GOMA	EXPSGBV [illegible]	2011	1	1 490,00	30000	00555	ACTIVITY7
Information and telecomm ICT	INFORMATIQUE	GMJUSU5300000055500070625	212QV37751	IMPRIMANTE PHOTOCOPIEUSE CANON IP1021A	GOMA	EXPERT JURISTE (BASILA)	2011	1	1 490,00	30000	00555	ACTIVITY7
							Total		174 300,00			

Preparé par
Freddy Kiana
Logisticien

KPMG Congo-R.D.C
Immeuble BCDC 7ème Niveau
Boulevard du 30 juin
B.P. : 7226
Kinshasa / Gombe
Tél. : (+243) 990010020
(+243) 990010021
E-mail : tfashingabo@kpmg.cd

PNUD
Rép. Dém. du Congo

Approuvé par
Abdouramane Dia
Finances Specialist

Statement of Asset and Equipment
As at 31 december 2011

Country Office: UNDP/DIM
Project title: Renforcement des capacités de la PNC/JICA
Award ID: 0049570
ProjectID: 00073341
Period covered: Du 1er Janvier au 31 décembre 2011

BUSINESS_UNIT	OPERATING_UNIT	ASSET_ID	ASSET TYPE	PROFILE ID (electricals, vehicles etc)	CATEGORY	LIF	TAG_NUMBER	CODIFICATION	SERIAL_ID	DESCRIPTION	LOCATION (phsysical)	UTILISATEUR	CUSTODIAN NAME	ACQUISITION_DATE	Quantity (should always be 1)	Acquisition Cost	Currency (Should Always be USD)	FUND_CODE	Implementing Agent	Donor	PROJECT	DEPTID (	Activity
Néant				Néant	Néant			Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant									

Visé par: Mouhamadou M. Diop
Operations Manager, a.i

Approuvé par: Jean Lavoie
Directeur Programme Gouvernance

PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT
PNUD
Rep. Dém. du Congo

KPMG Congo-R.D.C
Immeuble BCDC 7ème Niveau
Boulevard du 30 juin
B.P. : 7226 Tél. : (+243) 990010020
Kinshasa / Gombe (+243) 990010021
E-mail : tfashingabo@kpmg.cd

Statement of Asset and Equipment
As at 31 december 2011

Country Office: UNDP/DIM
Project title: Projet Post Brassage/Pays-Bas
Award ID: 0049570
ProjectID: 00061698
Period covered: Du 1er Janvier au 31 décembre 2011

BUSINESS_UNIT	OPERATING_UNIT	ASSET_ID	ASSET TYPE	PROFILE ID (electricals, vehicles etc)	CATEGORY	LIF	TAG_NUMBER	CODIFICATION	SERIAL_ID	DESCRIPTION	LOCATION (phsysical)
COD10	COD			Information and telecomm ICT	Laptop				78099725Q	Toshiba Satellite PRO	Kinshasa
COD10	COD			Information and telecomm ICT	Unité Centrale				BNFDX1S	Dell optiplex 330	Kinshasa
COD10	COD			Information and telecomm ICT	Imprimante				AGJ3135035	Kyocera KM-2050	Kinshasa

ACQUISITION_DATE	Quantity (should always be 1)	Acquisition Cost	Currency (Should Always be USD)	FUND_CODE	Implementing Agent	Donor	PROJECT	DEPTID (	Activity
17/10/2008	1	1230,00	USD	3000	001981	10714	00061698	32404	
05/09/2008	1	1.100,00	USD	3000	001981	10714	00061698	32404	ACTIVITY5
16/09/2008	1	5.930,00	USD	3000	001981	10714	00061698	32403	

Visé par: Mouhamadou M. Diop
Operations Manager, a.i

Approuvé par: Jean Lavoie
Directeur Programme Gouvernance

PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT
PNUD
Rép. Dém. duCongo

KPMG Congo-R.D.C
Immeuble BCDC 7ème Niveau
Boulevard du 30 juin,
B.P. : 7226
Kinshasa / Gombe
Tél. : (+243) 990010020
(+243) 990010021
E-mail : tfashingabo@kpmg.cd

7.
Observations sur la gestion du projet

7.1. NIVEAU DE L'EXECUTION PHYSIQUE DU PROJET

Sur la base des informations tirées du plan de travail annuel et du rapport narratif de l'exercice 2011, les activités de l'award Id 49570 ont été réalisées comme suit :

Produits	Activités prévues	Réalisations	Observations
Projet 00061698 : Projet Post Brassage/Pays Bas			
Produit Les projets à impact rapide sur les communautés sont exécutés et les CLD renforcés dans les localités environnantes des sites militaires	Organiser des visites conjointes de suivi hebdomadaire (OIM-PNUD-FARDC-CLD) dans les sites d'exécution des projets	Plusieurs visites conjointes de suivi hebdomadaire ont été réalisé dans les sites d'exécution des projets. Nous avons obtenu quelques rapports	Satisfaisant
	Tenir des réunions conjointes (OIM-PNUD-FARDC- CLD) d'évaluation mensuelle des activités communautaires	Des réunions conjointes (OIM-PNUD-FARDC-CLD) ont été tenues	Satisfaisant
	Organiser des sessions de formation sur les modules spécifiques du développement local au profit des CLD	l'activité ne s'est jamais réalisée comme prévue par manque des ressources financières	Non satisfaisant
	Organiser les activités socioculturelles et les journées de dialogue intercommunautaire sur les questions de paix, sécurité et le genre dans les localités autour des sites militaires	l'activité ne s'est jamais réalisée comme prévue par manque des ressources financières	Non satisfaisant
	Doter les CLD des outils de planification et de gestion des activités au niveau communautaire	l'activité ne s'est jamais réalisée comme prévue par manque des ressources financières	Non satisfaisant
Produit : Le Suivi et Evaluation ainsi que l'assurance qualité sont assurés	Organiser les missions conjointes de S&E et assurance qualité (PNUD, MDNAC, OIM) des constructions et des projets communautaires exécutés par l'OIM	Une mission d'évaluation technique des ouvrages et Une autre de suivi des recommandations ont lieu dans le cadre du PPBR PB	Satisfaisant
Produit : Les mécanismes de pilotage et de coordination sont opérationnels au niveau national	Réunions du Comité technique	Tenue de 4 réunions du Comité Technique	Satisfaisant
	Réunions du Comité de pilotage	Tenue d'1 réunion du comité de Pilotage	Satisfaisant
	Appui administratif à la coordination et au reporting	Elaboration de 16 rapports hebdomadaires & circonstancier, 1 rapport trimestriel, 1 semestriel	Satisfaisant
	Organiser la revue à mi parcours	Une revue de mi à parcours a té organisée	Satisfaisant
Projet **00073341 : Renforcement des capacités de la Police Nationale Congolaise**			
Sous-produit : 70 formateurs PNC sont formés aux compétences pédagogiques avérées	Session de formation des formateurs de la PNC	30 formateurs PNC sont formés aux compétences pédagogiques avérés	Objectif atteint à 43%
Sous-produit : 1000 Policiers recyclés en MROP, PCR, Police judicaire	Session de Recyclage de 1 000 Policiers	1 000 policiers ont été recyclés	Objectif atteint à 100%
Sous-produit : Livraison à la PNC de 1500 Policiers formés et aptes à exécuter leurs missions avec professionnalisme, dans le respect de la Loi, de la Déontologie, de la Discipline, des Droits de l'Homme et des Libertés publiques	Formation de base de 1500 policiers stagiaires à Kapalata et Kasangulu	1 500 policiers sont formés	Objectif atteint à 100%
Sous-produit : Les capacités d'accueil du Centre de Kapalata sont renforcées et les conditions de travail améliorées	Construction d'un dépôt et d'une salle de cours à Kapalata	Un dépôt et une salle de cours a été construit	Satisfaisant

Sous-produit : Les résultats sont mesurés au niveau de la base et les politiques sont formulées pour l'amélioration	Missions d'évaluation de Phases I & II	Des missions d'évaluation ont été effectuées	Satisfaisant
Projet 00070625 : Accès à la Justice			
1. Les communautés locales sont sensibilisées et disposent d'une information sur les droits des femmes, la VBG, et les mécanismes légaux et judiciaires de protection de la femme congolaise	Produire 10 000 brochures/dépliants et 500 affiches	- Plus de 3 000 affiches, dépliants et brochures renseignent sur les infractions de violences sexuelles et basées sur le genre, la loi et la procédure applicable ainsi que les structures de prise en charge des victimes ont été distribués au Nord Kivu dans les territoires de Masisi et Rutshuru - Plus de 15 000 affiches, dépliants sont actuellement produites et attendent d'être distribuées	Satisfaisant
	- Réalisation de 3 sessions de sensibilisation communautaire avec 323 leaders formés et 1000 citoyens sensibilisés.	14 sessions de sensibilisations communautaires ont été organisées. Ces sessions ont connu la participation de 247 leaders et autorités locales ainsi que 4 200 citoyens.	Satisfaisant
	Formé 25 formateurs et sensibiliser 1 800 militaires	- 11 sessions dont 1 formation de formateurs sensibilisateurs atteignant plus de 228 officiers militaires et 2 000 soldats de rang	Satisfaisant
	Formation du staff médical sur les aspects médico-légaux dans la prise en charge des victimes de violence sexuelles	1 session de formation : 27 médecins et infirmiers formés - 1 atelier de suivi des formations médico-légales tenues	Satisfaisant
	Organiser les sessions d'alphabétisation juridique en matière de droits de la femme, de VBG et des compétences d'institutions judiciaires chargées de l'application des lois pour les dirigeants des communautés	Deux sessions d'alphabétisation juridique ont été réalisées en faveur de 60 autorités et leaders communautaires formés au Nord Kivu	Satisfaisant
2. Les capacités en matière de sensibilisation sont consolidées auprès de la communauté universitaire et les élèves/étudiants améliorent leurs connaissances en matière de droits de citoyens et des femmes et développement de façon autonome des activités pertinentes dans ce domaine	Equipé entièrement 3 centre de recherche et organisation de 3 formation sur la gestion du centre universitaire (30 personnes)	2 formations tenues et 2 journées de restitution tenues grâce aux quelles 30 enseignants et 30 élèves des écoles secondaires formés et 900 élèves et enseignants sensibilisés sur le genre, les violences sexuelles, les systèmes de justice et les lois applicables	Le rapport ne renseigne pas sur l'équipement de centre de recherche universitaire
	Organiser des forums universitaires sur les droits des citoyens et des femmes ainsi que sur le système judiciaire	13 séances publiques tenues sur des thèmes touchant les infractions de violences sexuelles et les systèmes de répression auxquelles plus de 4400 étudiants et autres catégories représentées ont pris part activement	Les objectifs ne sont pas quantifiés Le rapport ne renseigne pas sur l'équipement de centre de recherche universitaire
3. Les activités de monitoring des procès (suivi judiciaire) sont développées et soutenues	Soutenir le monitoring judiciaire de la VBG et des cas des crimes internationaux	Pendant toute l'année 2011, des descentes pour la récolte des données au sein des commissariats,	Le rapport mis à notre disposition ne

		sous commissariats et institutions judiciaires dans toutes les zones d'intervention du projet ont eu lieu.	fourni pas des renseignements chiffrés sur le nombre des d'activités de monitoring réalisées.
	Soutenir la formation sur le monitoring judiciaire et des procès et création des centres de monitoring judiciaire au sein des universités	Activité Non réalisée et planifiée pour la prochaine planification annuelle	Le rapport ne fourni pas d'explication sur la raison du report de cette activité
	Organiser une réunion et identifier le nombre de problème et solution	2 ateliers sont organisés dont un a permis d'échanger avec les acteurs judiciaires des données de monitoring sur la gestion des cas de violences sexuelles par des institutions judiciaires et l'autre atelier a porté sur les échanges d'expérience sur le monitoring	Satisfaisant
4. Les capacités des organisations et institutions de la société civile menant des actions civiles et pénales basées sur le genre et la VBG et souhaitant faciliter l'accès à la justice aux citoyens sont renforcés	Soutenir les organisations locales travaillant sur l'accès à la justice.	Construction et équipement d'une Clinique juridique à Kanyabayonga au Nord Kivu.	La construction est réalisée à 100%.
		Processus de sélection des 6 ONGs locales encours en vue d'appui pour le développement des cliniques juridiques au nord et sud Kivu.	Activité non réalisée en 2011. Le rapport mis à notre disposition ne justifie pas le report de l'activité
	Soutenir la formation d'au moins un élément de toutes les ONGs dispensant des services d'assistance juridique et judicaire.	1 formation des para juristes en partenariat avec le BCNUDH, en Ituri 2 sessions de formation sont réalisées 3 sessions de formation des ONGs sont réalisées sur la protection des victimes et témoins de violences sexuelles à Bukavu et à Bunia à l'intention de plus de 30 ONGs dispensant des services d'assistance juridique aux victimes de violences sexuelles.	Satisfaisant
5. L'action des fournisseurs des services juridiques s'occupant d'actions civiles et pénales basées sur le genre et la VBG	Appui au BCG	En partenariat avec l'ONG Avocat Sans Frontière, tenue de deux sessions de formation avec plus de 60 avocats et défenseurs judiciaires du Nord Kivu, Sud Kivu et Ituri ont été formés sur la gestion des dossiers relatifs aux violences sexuelles	Le rapport narratif ne précise pas exactement le nombre des avocats et défenseurs judiciaires qui ont été formés
	Soutenir la création et l'observation du paquet minimum d'assistance par juridique, juridique et judiciaire	Appui de l'organisation et la tenue d'un atelier pour la définition du paquet minimum d'assistance para juridique et une journée de réflexion sur la justice transitionnelle et les crimes internationaux	satisfaisant

6. La réponse des organes d'application des lois en matière de VBG est renforcée	Soutenir la formation de la PNC sur les questions liées à la VBG	4 sessions de formation en audition et lutte contre les violences sexuelles ont été organisées à Masisi, Goma et Uvira en faveur de 50 OPJ. 4 sessions de formation sur le maintien de l'ordre et sensibilisation sur les infractions de violences sexuelles en faveur de 100 policiers déployés à Luvungi 2 sessions de formation en police technique et scientifique à Goma en faveur de 12 OPJ de la PNC et 5 IPJ de l'auditorat supérieur du Nord Kivu	Satisfaction
	Soutenir la création et le renforcement des mécanismes de suivi/comité technique au sein de la PNC et des agences d'application des lois dans le NK, SK et en Ituri	Un atelier sur le suivi des OPJ par les officiers du Ministère public a été organisé à Goma en faveur des OMP et OPJ du Nord et Sud Kivu.	Les objectifs ne sont pas quantifiés
	Soutenir l'organisation d'ateliers d'évaluation réguliers avec des acteurs judiciaires, politiques et de la société civile	Activité non réalisée	Cette activité n'a pas été réalisée. Le rapport ne renseigne pas sur les raison de non exécution de cette activité
	Création d'une assistance logistique et opérationnelle aux unités de la police spéciale (PSPE/PLVS)	2 formations sur la gestion accès sur les résultants des responsables des unités de police anti violences sexuelles au Nord et Sud Kivu Appui logistique et assistance en fonctionnement (fourniture de bureau, carburant etc) fourni aux unités anti violences sexuelles Construction et équipement de deux bureaux de la police spéciale de protection de la femme et de l'enfant à Masisi et à Walikale ainsi qu'une base de la police technique et scientifique à Goma	Nous avons effectué une visite sur terrain précisément au bâtiment de la PSPEF construit à Goma avec les financements des bailleurs. Les observations ont été partagées avec les responsables du programme
7. La réponse judiciaire aux poursuites civiles et criminelles de cas de VBG est renforcée	Soutenir l'organisation d'un atelier au profit de greffiers sur l'outil de statistique criminelles	Une formation en informatique des greffiers du tribunal de Grande Instance du Nord Kivu à Goma	satisfaction

	Soutenir le renforcement de la capacité humaine et matérielle d'enquêter sur les crimes de VBG, ordinaires et massifs et d'engager des poursuites	- 2 formations en violences sexuelles de 50 nouveaux magistrats au nord Kivu ont été organisées - 1 formation de 25 OMP, OPJ et T2 sur les techniques d'enquête des crimes internationaux et crimes contre l'humanité a été organisées - Appui en fourniture et matériel informatiques aux parquets militaire et de droit commun du Nord Kivu et du Sud Kivu ainsi que des fournitures de bureau à l'ensemble des commissariats de la police sur la zone	satisfaction
		- d'intervention du projet	
	Soutenir les procédures judiciaires civiles et pénales basées sur la discrimination fondée sur le sexe, la VBG ou ses conséquences	- Plus de 483 demandes d'appui pour le traitement des cas de violences sexuelles ont été répondues favorablement - Appui apporté au déploiement de 100 policiers pendant 3 mois de Goma à Luvungi en territoire de Walikale	Objectifs non quantifiés
	Soutenir les "Audiences foraines" où au moins 50% des procès ont intentés par une femme et/ou ceux où la femme a été victime (tous les cas confondus)	- 13 audiences foraines appuyées pour plus de 288 dossiers traits dont 70% de VS	Satisfaction

7.2. CHRONOGRAMME D'EXECUTION DU PROJET

Les activités planifiées dans le Plan de Travail Annuel ont été réalisées comme suit :

Activités	1er Trimestre	2ème Trimestre	3ème Trimestre	4ème Trimestre
Projet 00070625 : Accès à la justice				
Production et Distribution des d'informations sur le droit de la femme, la procédure judiciaire et la cartographie des structures de prise en charge de VS	X		X	X
Elaboration et distribution des affiches d'information sur les délits de VS et la procédure applicable	X			
Réalisation de 3 sessions de sensibilisation communautaire	X	X	X	X
Appui à la réalisation des séances publiques par et pour les étudiants universitaires	X	X	X	X
Soutien à l'organisation de sessions de sensibilisation au sein des bataillons de l'armée sur la justice des FARDC	X	X	X	X
Soutien au Monitoring judiciaire et le rapportage trimestriel de la réponse judiciaire donnée aux cas de violences sexuelles	X	X	X	X
Appui à la réunion de présentation de données du monitoring judiciaire	X			
Soutien à la formation des OPJ/APJ avec une attention particulière sur le domaine des questions de violence sexuelle et violences faites aux femmes	X	X	X	X
Soutien au déploiement de 100 éléments de la PNC dans le territoire de Walikale pendant une période de 3 mois par la construction et équipement d'un camp temporaire et le paiement d'une prime alimentaire pendant 2 mois	X	X		
Construction et/ou réhabilitation et/ou renforcement des unités de la PNC à travers des œuvres et équipements (PESPE et PTS)	X	X	X	X
Appui aux formations de gestion opérationnelle au staff des unités spécialisées de la police		X	X	X

Appui à la publication et distribution des guides d'action publique sur la loi et procédures applicables aux violences sexuelles	X			
Appui à la publication et distribution d'ouvrages sur la loi et procédures applicables aux violences sexuelles	X			
Appui aux juridictions en équipement	X	X	X	X
Appui aux coûts opérationnels des procès judiciaires	X	X	X	X
Appui aux audiences foraines	X	X	X	X
Appui à la création, équipement, formation et opération des organisations des para juristes	X	X	X	X
Appui à la construction, équipement et fonctionnement des BCGs	X			
Appui à la construction des bâtiments du tribunal de paix de Masisi et des prisons de Masisi et Bunyakiri	X	X	X	X
Appui à la construction, équipement et fonctionnement des institutions	X			
Projet 00073341 : Renforcement des capacités de la PNC/JICA				
Session de formation des formateurs de la PNC			X	X
Session de Recyclage de 1 000 Policiers	X			
Formation de base de 1500 policiers stagiaires à Kapalata et Kasangulu	X	X	X	X
Construction d'un dépôt et d'une salle de cours à Kapalata			X	X
Missions d'évaluation de Phases I & II	X	X	X	X
Appui aux projets communautaires Police-Population	X	X	X	X
Projet 00061698 : Projet Post Brassage/Pays Bas				
Organiser des visites conjointes de suivi hebdomadaire (OIM-PNUD-FARDC- CLD) dans les sites d'exécution des projets	X	X	X	X
Tenir des réunions conjointes (OIM-PNUD-FARDC- CLD) d'évaluation mensuelle des activités communautaires	X	X	X	X
Organiser les missions conjointes de S&E et assurance qualité	X	X	X	X

(PNUD, MDNAC, OIM) des constructions et des projets communautaires exécutés par l'OIM				
Réunions du Comité technique	X	X	X	X
Réunions du Comité de pilotage			X	X
Appui administratif à la coordination et au reporting	X	X	X	X
Organiser la revue à mi parcours			X	X
Organiser la revue finale				X

7.4. OBSERVATIONS D'AUDIT ET RECOMMANDATIONS

Nous avons procédé à la vérification des dépenses relatives aux projets sous revue sur base d'un ratio de « **85%** ». Ce ratio représente le montant total des dépenses contrôlées par nos soins, exprimé en pourcentage du total des dépenses soumises à la vérification. Ce seuil a été fixé suivant les travaux préliminaires basés sur l'évaluation du contrôle interne de l'organisation auditée. Ainsi, pour des fins de présentation et de synthèse uniquement, nous avons présenté les résultats de nos contrôles en utilisant des critères et catégorie des risques dont voici la signification :

- **Elevé :** Le processus ou le sous processus comprend un ou plusieurs points de recommandation jugés significatifs pour lesquels des plans d'actions devraient être initiés à court terme.

- **Moyen :** Le sous processus comprend un ou plusieurs points de recommandation jugés d'importance moyenne pour lesquels des actions devraient être menées à moyen terme.

- **Faible** : Sur la base de nos travaux, nous n'avons pas détecté d'anomalie significative. Les améliorations correspondent aux meilleures pratiques en vigueur et peuvent être mises en œuvre à plus long terme.

A. Suivi budgétaire

7.4.1. Non exécution de certaines activités du PTA (Plan de Travail Annuel)/Projet 00061698 "Post Brassage ".

Constat

Nous avons constaté que certaines activités prévues dans le Plan de Travail Annuel n'ont pas été mises en exécution dans le cadre du projet « Post Brassage ». Cette pratique pourrait entraver l'atteinte des objectifs fixés par les bailleurs de fonds. Il s'agit des activités reprises dans le tableau ci-dessous :

Activités prévues	Montant prévu (USD)
Organiser des sessions de formation sur les modules spécifiques du développement local au profit des CLD (Comité Local de Développement).	18 000
Organiser les activités socioculturelles et les journées de dialogue intercommunautaire sur les questions de paix, sécurité et le genre dans les localités autour des sites militarisés.	25 000
Doter les CLD (Comité Locale de Développement) des outils de planification et de gestion des activités au niveau communautaire.	12 000
Total	**55 000**

Risque(s) (degré de gravité)

Moyen

Cause(s)

Insuffisance des ressources financières

Recommandation(s)

Nous recommandons à l'Unité de gestion du programme de veiller à la mise en œuvre des activités et communiquer régulièrement avec les bailleurs de toute modification budgétaire observée pendant l'exécution physique du projet en vue d'obtenir une révision budgétaire.

Délai de mise en œuvre

Application immédiate

Commentaires de la direction

La non réalisation de ces activités a été décidée par le comité de pilotage du projet. Les différents rapports du comité de pilotage à ce sujet sont disponibles pour exploitation.

La communication était bonne et un suivi rapproché était effectué à travers des comptes rendus hebdomadaires faits sur l'état d'avancement du projet et discuté lors des réunions internes de coordination. Avec les partenaires, des réunions régulières du Comité technique étaient organisées.

7.4.2. Visite de terrain

Constat

Parmi les activités prévues du projet ''Accès à la justice'', figure celle de la construction d'un bâtiment de la Police Technique Scientifique dans la ville de Goma. Cependant, la visite de l'ouvrage réalisé renseigne sur l'existence de fissures multiples pour lesquelles nous n'avons pas obtenu des explications techniques. Cette situation remet en cause la compétence technique des partenaires en charge de construction dudit ouvrage.

Risque(s) (degré de gravité)

Moyen

Cause(s)

Insuffisance de suivi

Recommandation(s)

Nous recommandons à l'unité de gestion du programme d'effectuer régulièrement le suivi technique des activités confiées aux partenaires d'exécution pour une bonne mise en œuvre des ouvrages.

Délai de mise en œuvre

Application immédiate

Commentaires de la direction
Les microfissures observées dans la maçonnerie de l'allège de deux fenêtres auraient été induites par les chocs et vibrations lors des travaux de creusage de la fosse septique et du puits perdu dans la lave et aussi du système d'évacuations des eaux vannes.
Elles ne dépassent pas le niveau de l'allège et ne touchent ni au linteau ni à la fondation. Elles sont de faible largeur (<1mm) et s'étirent sur +/-70cm de longueur. Ces microfissures ne présentent pas de danger pour le bâtiment.

B. Gestion des Equipements

7.4.3. Non mise à jour du fichier des équipements

Constat

Nous avons constaté une mauvaise localisation physique de matériels acquis dans le cadre du projet sous revue. Le fichier mis à notre disposition renseigne sur l'affectation de ces matériels à Goma alors que leur localisation physique est respectivement à Bukavu et Bunia. Il s'agit de laptops dont les numéros de série sont respectivement 3A543861K et 3A561666K avec une valeur totale équivalente à **USD 2100**.

Risque(s) (degré de gravité)

Moyen

Cause(s)

Non adhérence aux procédures en place

Recommandation(s)

Nous recommandons à la coordination du programme la mise à jour du fichier des équipements.

Délai de mise en œuvre

Application immédiate

Commentaires de la direction

Les deux lap top ci-dessus évoqués ont fait l'objet d'une confirmation des utilisateurs avec image en appui et qui a été transmis à l'auditeur. Toutefois, notre fichier d'inventaire sera actualisé sur la localisation de ces deux équipements.

8.

ANNEXE

Annexe 7: Plans d'action actualisés concernant les observations et les recommandations des audits de l'année précédente

Les projets sous revue n'ont pas encore fait l'objet d'une mission d'audit dans le passé

Annexe 2 : Communication des données et observations d'audit

Tableau récapitulatif des opinions

N° Projet	Project Expéditeur			Project Assets			Cash		
	Montant en USD	Opinion	NFI en USD	Montant en USD	Opinion	NFI en USD	Montant en USD	Opinion	NFI en USD
00070625	2 491 800	Sans réserve	0	174 300	Sans réserve	0	N/A	N/A	N/A
00073341	1 431 567	Sans réserve	0	0	Sans réserve	0	N/A	N/A	N/A
00061698	92 642	Sans réserve	0	8 260	Sans réserve	0	N/A	N/A	N/A

Tableau de synthèse des résultats de l'audit des CDR du PNUD

Rapport combiné des dépenses du PNUD au 31/12/2011								
1	**N° d'attribution**	**N° des projets**	**Montant audité et certifié (USD)**	**Opinion d'audit** (sans réserves, avec réserves, défavorable, refus d'exprimer une opinion)	**Montant total des réserves exprimées sur l'opinion d'audit** (si l'opinion est avec réserves, défavorable ou refus d'exprimer une opinion)	Montant total de **l'impact financier net (IFN)** des réserves exprimées sur l'opinion d'audit (avec réserves, défavorable, refus d'exprimer une opinion)	Raison (s) des **réserves** formulées sur l'audit et **ventilation du montant (IFN)** (USD)	**Observation(s) qui ont entraîné des réserves** sur l'opinion d'audit (indiquer le ou le numéro de l'observation ou des obs. et la page du rapport d'audit /de la lettre aux administrateurs)
	Award 00049570	00070625	2 491 800	Sans Réserve	N/A	N/A	N/A	N/A
	Award 00049570	00073341	1 431567	Sans Réserve	N/A	N/A	N/A	N/A
	Award 00049570	00061698	92 642	Sans Réserve avec observation	N/A	N/A	N/A	N/A
	Total		**4 016 009**					

Tableau 3 – Modèle à l'intention des auditeurs ONG/NIM pour communication des résultats de l'audit de l'état des actifs et de l'équipement

État des actifs et du matériel					
N° de l'attribution	**N° des projets**	**Valeur des actifs et du matériel** Au 31/12/2011 (cumulatif à partir du début du projet) (USD)	**Opinion d'audit - État des actifs et de l'équipement)**	**Montant total des réserves** sur l'état des actifs et de l'équipement (USD)	Le montant total de **l'impact financier net (IFN) des réserves** exprimées dans une opinion d'audit sur l'état des actifs et de l'équipement (USD)
Award 00049570	00070625	174 300	Sans réserve	N/A	N/A
Award 00049570	00073341	0	Sans réserve	N/A	N/A
Award 00049570	00061698	8 260	Sans Réserve avec observation	N/A	N/A
Total		**182 560**			

Tableau de synthèse des observations d'audit et recommandations

No d'attribution	N° de l'observation	Observation d'audit	Recommandation	Secteur de vérification	Motif de l'audit	Gravité du risque	Projet/BP Commentaires de la Direction
00049570	7.4.1.	Nous avons constaté que certaines activités prévues dans le Plan de Travail Annuel n'ont pas été mies en exécution dans le cadre du projet « Appui aux parlements ». Cette pratique pourrait entraver l'atteinte des objectifs fixés par les bailleurs de fonds.	Nous recommandons à l'Unité de gestion du programme de veiller à la mise en œuvre des activités et communiquer régulièrement à la hiérarchie de toute modification budgétaire observée pendant l'exécution physique du projet en vue d'obtenir une révision budgétaire.	Gestion du projet	Insuffisance des ressources financières. Absence de supervision	Moyen	*La non réalisation de ces activités a été décidée par le comité de pilotage du projet. Les différents rapports du comité de pilotage à ce sujet sont disponibles pour exploitation.* *La communication était bonne et un suivi rapproché était effectué à travers des comptes rendus hebdomadaires faits sur l'état d'avancement du projet et discuté lors des réunions internes de coordination. Avec les partenaires, des réunions régulières du Comité technique étaient organisées.*
00049570	7.4.2	Parmi les activités du projet « Accès à la justice », figure celle de construction d'un bâtiment de la Police Technique Scientifique dans la ville de Goma. Cependant, la visite de l'ouvrage réalisé renseigne sur l'existence de fissures multiples pour lesquelles nous n'avons obtenu des explications techniques. Cette situation remet en cause	Nous recommandons à l'Unité de gestion du programme d'effectuer régulièrement le suivi technique des activités confiées aux partenaires d'exécution pour une bonne mise en œuvre des ouvrages.	Administration	Insuffisance de suivi	Moyen	*Les microfissures observées dans la maçonnerie de l'allège de deux fenêtres auraient été induites par les chocs et vibrations lors des travaux de creusage de la fosse septique er du puits perdu dans la lave et aussi du système d'évacuation des eaux vannes.* *Elles ne dépassent pas le niveau de l'allège et ne touchent ni au linteau ni à la fondation. Elles sont de faible largeur. Ces microfissures ne présentent pas de danger pour le bâtiment.*

No d'attribution	N° de l'observation	Observation d'audit	Recommandation	Secteur de vérification	Motif de l'audit	Gravité du risque	Projet/BP Commentaires de la Direction
		la compétence technique des partenaires en charge de construction dudit ouvrage.					
00049570	7.4.3	Non mis à jour du fichier des équipements	Nous recommandons la coordination du programme la mise à jour du fichier des équipements.	Gestion des équipements	Non adhérence aux procédures en place	Moyen	*Les deux lap top ci-dessus évoqués ont fait l'objet d'une confirmation des utilisateurs avec image en appui et qui a été transmis à l'auditeur. Toutefois, notre fichier d'inventaire sera actualisé sur la localisation de ces deux équipements.*

Kinshasa, le 10 mai 2013

Paul M'BODI

Associé

FIN DU RAPPORT

KPMG Congo-R.D.C
Immeuble BCDC 7ème Niveau
Boulevard du 30 juin
B.P. : 7226
Kinshasa / Gombe
Tél. : (+243) 990010020
(+243) 990010021
E-mail : tfashingabo@kpmg.cd